

ECHOS

JUDICIAIRES - GIRONDINS

OLIVIER
VALMIER
Délégué régional
Sotheby's

NOUVELLE-AQUITAINE
Les défis du Catie

LES PORTRAITS DE L'ÉTÉ
Laura Thibault,
manager de talent(s)

Nouvelle-Aquitaine
**Chercheur
de trésors**



8



ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS Édités par la Société ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS - SAS au capital de 45 000 € - Siège social : 108 rue Fondaudège CS 71900 - 33081 Bordeaux Cedex • SIRET 456 200 476 00038 • 05 56 52 32 13 • Réunion des cinq journaux d'informations judiciaires : **AFFICHES BORDELAISES** (fondées en 1904) **ANNALES DÉPARTEMENTALES** (fondées en 1933) **ANNONCES DU SUD-OUEST** (fondées en 1924) **INFORMATEUR JURIDIQUE** (fondé en 1948) **PETITES AFFICHES DE LA GIRONDE** (fondées en 1848) • Directeur de la publication : Guillaume **LALAU** • Directeur adjoint : Nicolas **THOMASSET** • Directeur des rédactions : Vincent **ROUSSET** • Rédactrice en chef : Astrid **GOUZIK** • Direction artistique : David **PEYS** • Maquettistes : Sarah **ALBERT**, Noëlle **SANZ**, Raphaëlle **MOURET** & Cyrielle **MICHAUD** • Secrétaire général des rédactions : Michel **CASSE** • Rédaction : Nathalie **VALLEZ**, Jennifer **WUNSCH** & Marie-Amélie **HUSSON** • Responsable Organisation et Systèmes d'Information : Ophélie **BROUTTIER** • Chargée de Webmarketing et Community Manager : Cyrielle **MORFEA** • Assistante Communication Digitale : Magalie **RICCETTI** • Responsable Annonces Légales : Emmanuelle **GESLAIN** • Service Annonces légales : Nicolas **KARNAY**, Adèle **BROCHARD**, Sandrine **CARCENAC** & Estelle **MENAUT** • Direction financière et administrative : Katia **DE STEFANO** • Responsable comptabilité : Florence **MANOEUVRIER** • Service abonnement : Catherine **DEPETRIS** • Service comptabilité : Élodie **VIGNEAU** • Service commercial annonces légales : Anthony **BLUTEAU**, Christophe **CLERTEAU** & Franck **DUPERIÉ** • **PUBLICITÉ** : Guillaume **LALAU** & Christine **SABOURIN** • Tél. 05 56 52 32 13 • publicite@echos-judiciaires.com • Dépôt légal à parution Hebdomadaire - Parution le vendredi • Impression : **ROTIMPRES** Carrer del Pla de l'Estany, sn, 17181 Aiguaviva, Girona, Espagne • Routage **SUD MAILING** • Commission paritaire n° 0228 I 82797 ISSN 0420-4360 • Prix unitaire : 2,20 € • Abonnement 1 an papier + web : 79 € au 05 57 14 07 55





Dans l'actu

GIRONDE

4 En bref Gironde

8 À la Une
Chercheur de trésors

14 Nouvelle-Aquitaine
Les défis du Catie

18 Les portraits de l'été
Laura Thibault,
manager de talent(s)

EN RÉGION

20 En bref Nouvelle-Aquitaine

22 Dordogne
Le mariage des truffes et du safran

22



Tendances Business

26 Économie
Plaidoyer pour une
« renaissance industrielle »

28 Entreprises
Le tourisme de savoir-faire
en plein essor

Vini & Culture

30 En bref Sortir en Gironde

32 Un été en France
Dans l'œil d'Insta

36 Cinéma
Anatomie d'une chute

40 Annonces Légales

28



32



Sommaire

Gironde En bref

Le nouvel hôtel B&B à
Saint-André-de-Cubzac



Saint-André-de-Cubzac LE GROUPE B&B CONTINUE SON DÉPLOIEMENT

La chaîne hôtelière B&B poursuit son déploiement en France, notamment en Gironde, avec l'ouverture d'un hôtel à Saint-André-de-Cubzac. Situé sur la zone d'activité du Parc d'Aquitaine, le terrain avoisine les 3 000 m². Maryse Silvin et Nicolas Boillin sont les gérants de cet établissement de 68 chambres, allant de 4 à 5 employés pour l'accueil hôtelier. Le groupe B&B compte donc à présent une quinzaine d'hôtels en Gironde, environ 300 en France et près de 700 en Europe. Née à Brest en 1990, la chaîne d'hôtels a par ailleurs été rachetée par la firme Goldman Sachs en 2019. L'enseigne, qui a réalisé un chiffre d'affaires d'un milliard d'euros pour l'année 2022, mise sur la technologie pour satisfaire l'expérience client : self checking, pas de check out, accès aux chambres 24h/24, ou encore e-conciergerie.

Mérignac CULTURA ET PLAXTIL LANÇENT UNE OPÉRATION DE COLLECTE

L'enseigne Cultura, dont le siège social se trouve à Mérignac, et Plaxtil, PME de la Vienne qui s'est fait connaître durant le Covid pour sa technologie de recyclage des masques chirurgicaux, s'associent dans le but de recycler les vieux cartables. Jusqu'au 3 septembre prochain, Cultura collecte ces sacs, au sein de ses enseignes, et les envoie ensuite à la start-up de Châtelleraut. L'objectif : recycler la matière textile et fabriquer un substitut de plastique injectable. Les cartables devront passer par une étape de démantèlement assurée par Essaimens, filiale de Plaxtil chargée de la préparation des déchets. Les deux enseignes ambitionnent une collecte de 500 000 cartables.



Bordeaux L'AGENCE BABYCHOU SERVICES RECRUTE

Les samedis 9 et 23 septembre prochains, l'agence Babychou Services de Bordeaux Nord organise des brunchs pour faciliter les recrutements.

20 postes sont à pourvoir, avec des profils variés : étudiants, auxiliaires de vie ou même retraités. Les contrats se feront sous forme de CDI, à temps partiel, pour l'agence elle-même. Depuis peu, l'alternance est aussi une possibilité pour les apprentis souhaitant se former au CAP petite enfance. Rendez-vous au 13 avenue Général-Leclerc, pour une présentation de l'agence, des témoignages et des questions/réponses. « Nous avons conscience qu'aujourd'hui le bien-être au travail fait partie des facteurs les plus importants, c'est pour cela que nous souhaitons travailler au mieux pour proposer la combinaison parfaite », déclare Claire Bodoira, responsable de l'agence Babychou Services Bordeaux Nord.



© Shutterstock



© D.R.



© D.R.

Cenon L'OASIS WAVE SOUTIEN L'ENTREPRENEURIAT FÉMININ

Ce programme de soutien à l'entrepreneuriat féminin est de retour pour une troisième édition. Organisé par l'Oasis Coworking à Cenon, il débutera dès le 7 septembre prochain, autour d'un petit déjeuner de lancement. L'objectif : aider les femmes à développer un projet entrepreneurial grâce à des moments de réseautage, des accès au coworking, ou encore des ateliers thématiques pour les aider à répondre à des problématiques précises. Uniquement réservé aux femmes, ce dernier est gratuit et ouvert à tout type de structure : entreprise individuelle, micro-entreprise, SARL, SA, structure de l'ESS ou encore association. La Région Nouvelle-Aquitaine, la ville de Cenon et le CIDFF en sont partenaires depuis son lancement, il y a trois ans. Des ateliers sont pour le moment prévus jusqu'au 3 octobre. Une inscription pour chaque temps fort est obligatoire, et celle du lancement est déjà ouverte : <https://oasis-coworking.com/oasis-wave/>

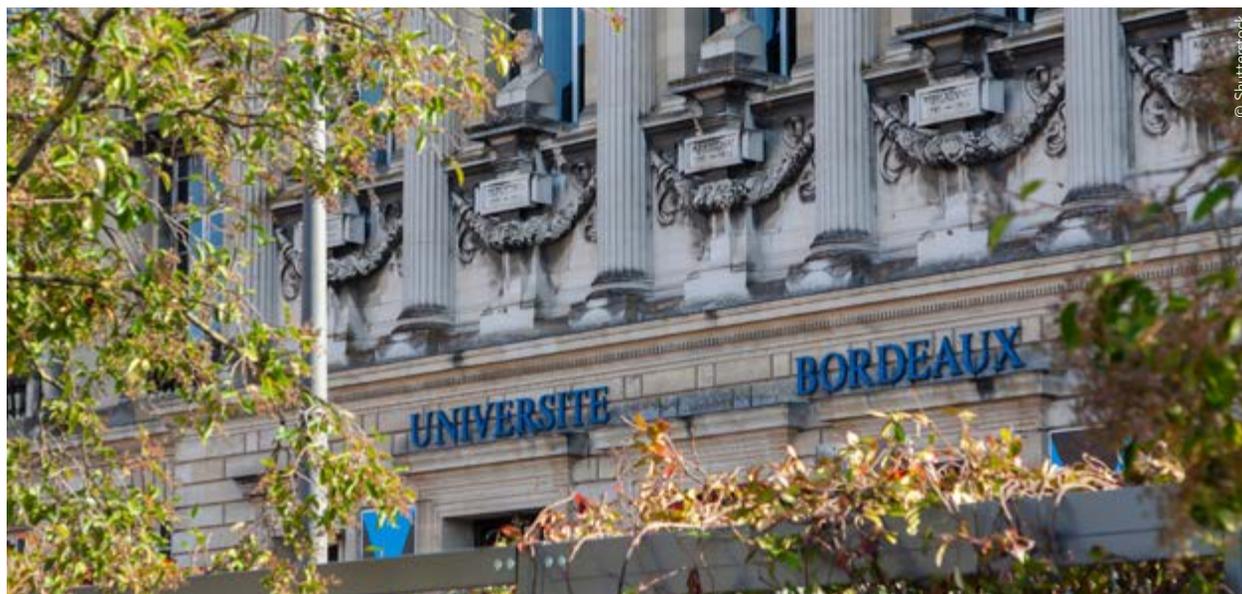


Escoussans TOUCAN VEUT RÉVOLUTIONNER LA TYROLIENNE

Rendre la tyrolienne plus sûre grâce à une poulie davantage sécurisée ? C'est l'idée de Grégory Gulli, patron d'un site d'accrobranche à Escoussans, en Gironde. Cette innovation lui est venue après quelques années d'observation, dans le but de répondre aux interrogations de ses clients face aux techniques à utiliser. Il vient ainsi de lancer la commercialisation de la poulie Toucan. Il s'agit d'une poulie de tyrolienne dotée de poignées brevetées, d'un système anti-retour, d'un ressort de sécurité, avec une prise en main simple et une facilité de guidage. Cette innovation brevetée, qui répond aux exigences de sécurité des parcs d'accrobranche, permet d'éviter tout risque de pincement des doigts et de retour sur le câble. Le Girondin a par ailleurs été récompensé par le prix concours tremplin l'Nov pro 2022, dans la catégorie « Santé, sport et loisir ».

Bordeaux L'UNIVERSITÉ 9^E DE FRANCE AU CLASSEMENT DE SHANGHAI

Le palmarès 2023 du classement de Shanghai a été dévoilé le 15 août. 27 universités françaises comptent parmi les 1 000 meilleures au monde. Parmi elles, l'université de Bordeaux arrive entre la 201^e et la 300^e place mondiale. Elle occupe également entre la 9^e et la 11^e place des universités françaises représentées. Créé par l'université chinoise Jiao-Tong, le classement examine 2 500 établissements pour en distinguer 1 000, principalement pour leurs activités de recherche en sciences dures. Ce classement est réalisé à partir de six critères : le nombre de prix Nobel et de médailles Fields parmi les anciens élèves et les enseignants, la quantité de professeurs les plus cités dans leur discipline, le nombre de publications dans les revues scientifiques, ainsi qu'une pondération par rapport à la taille de l'institution.





Bordeaux UNE ALTERNATIVE AUX PROSPECTUS DANS LES GRANDES SURFACES

Deux frères bordelais, Arthur et Louis Lothaire, avec leur associé Émile Granveau, ont décidé de créer Plug'Heur en 2019 : une alternative directe aux prospectus dans les grandes enseignes. Ils ont développé des bornes de recharge disponibles dans les grands magasins en libre-service. Les clients peuvent déposer leurs téléphones dans ces bornes avant de faire leurs emplettes. Cela permet à ces dernières de collecter les données clients, grâce à ce qu'on appelle le consentement client. Les enseignes ont ensuite accès à une base de données et peuvent mettre en place des campagnes efficaces avec l'envoi par mail et sms de bons ou d'informations, pour inciter les clients à revenir. La start-up bordelaise propose un service comprenant la personnalisation des bornes, batteries et de l'interface utilisateur, la livraison, l'installation et aussi la maintenance. L'utilisation de batterie portable au sein du magasin est aussi possible. Plug'Heur est pour le moment installé dans des enseignes telles qu'E.Leclerc, Cultura, Boulanger, Kelpierre ou encore Nhood.

Bordeaux INSCRIPTIONS AUX 15 CONCOURS ET TROPHÉES D'EXP'HOTEL

Le salon Exp'Hotel met les bouchées doubles pour 2023 avec la programmation de 15 concours d'excellence du 19 au 21 novembre. 7 nouvelles compétitions et le concours du meilleur espoir du championnat du monde des écaillers, sont à l'affiche aux côtés des « incontournables » tels que le Trophée Criollo (chocolatiers et pâtisseries), le Trophée Daniel Huvier (bouchers) ou encore le Trophée Mickaël Morieux (boulangers). Un plateau complet d'épreuves de niveau international, national ou néo-aquitain est organisé, dont certaines sont spécifiquement dédiées au patrimoine gastronomique régional. Le salon attend ainsi une centaine de compétiteurs, futurs toqués ou Meilleurs Ouvriers de France, en activité ou en formation dans les secteurs de la restauration, des métiers de bouche et de l'hôtellerie, tous passionnés et ambassadeurs de leur métier. Les candidats sont invités à s'inscrire avant le 28 septembre en ligne sur www.exphotel.fr



LA UNE



OLIVIER
VALMIER

Nouvelle-Aquitaine

Chercheur de trésors

ENTRETIEN • Commissaire-priseur, Olivier Valmier est le nouveau délégué indépendant de Sotheby's pour la région Nouvelle-Aquitaine. Installé place Saint-Christoly, à Bordeaux, il s'attache à dénicher les beaux objets qui se cachent derrière les murs des propriétés néo-aquitaines et à les vendre de la meilleure manière pour ses clients.

Propos recueillis par Jennifer WUNSCH





Échos Judiciaires

Girondins : Vous êtes le délégué Sotheby's Nouvelle-Aquitaine.

Pourquoi est-il nécessaire, pour cette grande maison, d'avoir un représentant sur le territoire ?

Olivier Valmier : J'ai été commissaire-priseur chez Sotheby's pendant 6 ans, entre Paris, Londres et Hong Kong, en tant que spécialiste du département des arts d'Asie. Sotheby's est une maison de vente d'œuvres d'art et d'objets de luxe qui vise l'excellence et dont le réseau de clientèle internationale attend des choses exceptionnelles. Elle compte une dizaine de lieux de vente et environ 50 bureaux de représentation

dans le monde, ainsi qu'une dizaine de délégués Sotheby's en France, mais je suis le seul commissaire-priseur. Il est nécessaire d'avoir un représentant en Nouvelle-Aquitaine pour les très belles pièces qui sont ensuite envoyées à Paris. Sotheby's est une maison qui peut sembler impressionnante, impénétrable. C'est pourquoi la proximité est importante, j'ai donc souhaité avoir un bureau convivial et accessible, en rez-de-chaussée, place Saint-Christoly, dans Bordeaux. On y parle d'art et ensuite, de business.

EJG : Vous êtes également associé dans la maison de vente Aponem, présente en région parisienne et en Gironde...

O. V. : Commissaire-priseur à Drouot avant de rejoindre

Sotheby's, je suis souvent allé chez les gens dans le cadre de successions pour évaluer leur collection. Avec Sotheby's, on ne prend que quelques pièces exceptionnelles. Pour le reste, les gens devaient se tourner vers un acteur local. J'ai toujours été un peu mal à l'aise et frustré à l'idée de ne pas pouvoir gérer un client à 100 %. Donc quand Alain de Baritault, délégué Sotheby's à Bordeaux, a pris sa retraite, j'ai proposé de reprendre ce rôle en tant qu'indépendant. Je suis parallèlement associé avec un Bordelais, Tristan Favereau, dans une vieille maison de vente française, Aponem, présente à Cergy-Pontoise en région parisienne et à Bordeaux. Et quand Sotheby's ne peut pas traiter l'entièreté d'une maison, je vends les pièces secondaires dans mon hôtel des ventes

“ De très jolies choses se cachent dans les maisons bordelaises et dans les propriétés viticoles, certaines possédant même leur musée privé ”

de Pessac-Canéjan pour Aponem-Atlantique ou du Val-d'Oise pour Aponem à Paris.

EJG : Comment procédez-vous pour définir par quel canal une pièce sera vendue ?

O. V. : C'est très clair. Sotheby's a accepté que je sois à la fois commissaire-priseur et représentant Sotheby's parce qu'ils savent que je connais très bien la maison et ses attentes. J'estime les œuvres, je sais à qui les adresser, comment on les expertise, quelles sont les lois et les normes internationales. Je suis leurs yeux sur place. Quand je gère une succession, je fais un inventaire. Mes clients me disent ce qu'ils veulent garder. Ensuite, soit nous faisons une vente courante (sans catalogue) soit une

vente cataloguée, et on vide le reste. Seules les pièces exceptionnelles partent chez Sotheby's.

EJG : Lorsqu'une pièce est vendue par Sotheby's, comment est désigné le lieu de vente ?

O. V. : Cela peut être une question de timing : si l'acheteur est pressé, alors on vendra l'objet lors de la prochaine grosse vente, en tenant compte de la durée nécessaire pour les expertises. Le lieu de vente peut aussi être choisi en fonction de la nature de l'objet. Un collectionneur bordelais m'a par exemple proposé un tableau de Tadeusz

Makowski, un peintre juif de l'Est associé à l'École de Paris (1900-1950), vendu 100 000 euros. Historiquement, les ventes de ce type de peintures se faisaient à Londres. Mais le Brexit a engendré des taxes pour les ressortissants de l'Union européenne. Et comme Sotheby's a ouvert un bureau à Cologne, en Allemagne, ces ventes se font désormais là-bas. Il y a une certaine géographie de l'art : les ventes d'art d'Asie se font à Paris, Londres, New York, Hong Kong ; les ventes de bijoux à Paris, Genève, New York, Hong Kong... Ces dernières années, Sotheby's a également fortement développé les ventes en ligne live, avec un réseau d'acheteurs solides. Mais aussi les ventes de gré à gré, qui consistent à réaliser des ventes privées directement auprès d'un acheteur.

Bague diamant

Vendue 81 900 CHF



EJG : Chaque objet doit-il être expertisé avant d'être vendu ?

O. V. : Le marché de l'art est régi par des règles, des comités de certification et des lois différentes pour chaque domaine. Si vous vendez un meuble en marqueterie, par exemple, il faut savoir que certains bois sont interdits à l'export aux États-Unis. Les bijoux en diamant doivent obtenir des certificats internationaux délivrés par des laboratoires de gemmologie. Si vous vendez un sac Hermès en crocodile, vous devez savoir à partir de quelle date vous avez le droit de le vendre avec ou sans l'accord du CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction). Si vous souhaitez vendre des objets en ivoire, de nombreuses pièces justificatives sont nécessaires... Tout cela représente des frais et du temps. Nous sommes là pour informer nos clients et leur permettre de ne pas en perdre.

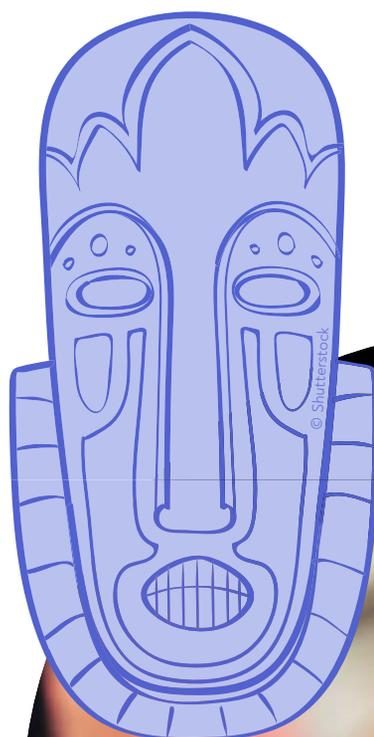
EJG : Quels types d'objets intéressent Sotheby's sur le territoire néo-aquitain ?

O. V. : Il y a beaucoup de collectionneuses et de collectionneurs dans la région. De très jolies choses se cachent dans les maisons bordelaises et dans les propriétés viticoles, certaines possédant même leur musée privé. C'est assez surprenant et très disparate : il y a de l'art d'Asie, de l'art moderne, de l'art contemporain, du luxe, du design et beaucoup de bijoux. Par exemple, un client du Cap-Ferret m'a récemment proposé un Bouddha en bronze doré de la fin du XVI^e-début du XVII^e siècle, vendu 130 000 euros par Sotheby's en juin, sous mon marteau. À Saint-Émilion, une femme m'a fait venir pour des masques africains de la collection Vérité, les plus grands marchands d'art primitif du XX^e siècle. Ses parents avaient aidé cette famille juive pendant la Seconde Guerre mondiale et ils ont

été remerciés avec une dizaine de sculptures. Sotheby's en a gardé deux pour sa vente de prestige. J'ai vendu les autres. Cette femme avait également un vase hibou de Picasso que nous avons vendu 30 000 euros. Sotheby's a aussi ouvert un département spécialisé dans le vin depuis 3 ans, qui monte en flèche.

EJG : Pouvez-vous nous citer quelques ventes records ?

O. V. : Mon prédécesseur Alain de Baritault a vendu à New York





en 2008 un triptyque de Francis Bacon trouvé dans la région bordelaise plus de 86 millions de dollars ! Mon record personnel, qui est également celui de Sotheby's France, est la vente d'un vase impérial chinois très rare que m'a confié une femme originaire de Nouvelle-Aquitaine, en 2018. Les enchères sont montées à 16,2 millions d'euros. Plus récemment, j'ai trouvé à Bordeaux un bouddha en bronze doré de l'époque Yongle, la dynastie d'empereurs qui ont érigé la cité interdite au XV^e siècle, vendu 500 000 euros. Sotheby's permet ces grosses envolées qui peuvent changer la destinée d'une famille.

EJG : Comment se rémunère Sotheby's ?

O. V. : Nous sommes dans un marché où l'on n'achète pas les biens de nos clients. Nous les vendons ensemble, main dans la main. En tant que représentant, Sotheby's prend une commission sur le prix de vente, qui s'inscrit dans la liste des frais totaux, aux côtés des taxes. Les frais représentent autour de 27 % du prix final, puis

Pot à pinceaux en zitan sculpté

Dynastie Qing, XVIII^e-XIX^e siècle

Vendu 126 000 €



© D.R.

“ Mon prédécesseur Alain de Baritault a vendu un triptyque de Francis Bacon trouvé dans la région plus de 86 millions de dollars ! ”

sont dégressifs au-delà de certains paliers. Par exemple, le vase impérial record a été tapé à 14 millions d'euros, pour un prix de vente de 16,2 millions d'euros (soit un peu moins de 16 % de frais, NDLR).

EJG : Comment avez-vous développé votre réseau à Bordeaux et fait en sorte que les gens vous ouvrent les portes de leurs maisons ?

O. V. : J'organise tous les deux ou trois mois des conférences, lors desquelles je fais venir des spécialistes internationaux que je reçois place Saint-Christoly ou chez Sotheby's Realty, l'agence immobilière, qui a aussi un réseau intéressant. Nous faisons en sorte de rappeler que le marché de l'art, ce sont de gros montants, mais il y a aussi le côté culturel et historique. J'ai par exemple invité un spécialiste des montres Rolex, organisé une conférence sur le diamant, et une autre sur Hermès, qui a rencontré un franc succès, avec la directrice du département sacs et accessoires de luxe de Sotheby's, Aurélie Vassy. Une cliente m'a d'ailleurs confié un sac Hermès tout neuf vendu 33 000 euros. Suivie par d'autres... ■



© Shutterstock

Les défis du Catie

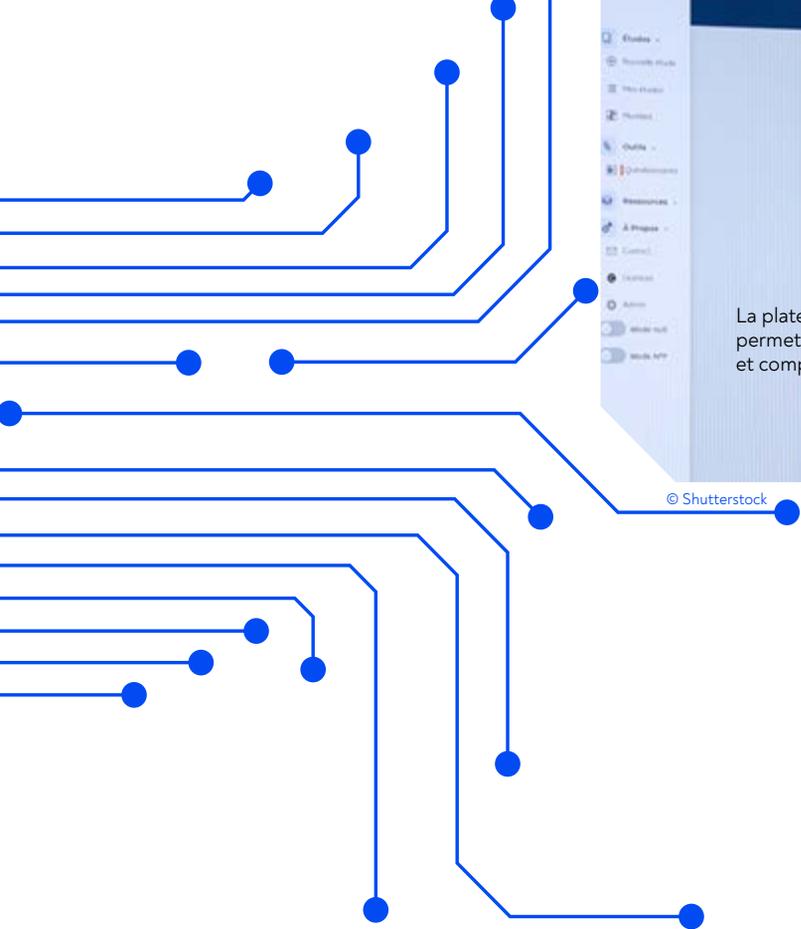
NOUVELLE-AQUITAINE • Le centre aquitain des technologies de l'information et électroniques (Catie) s'attèle depuis bientôt 10 ans à faire le lien entre le monde de la recherche et le monde économique. Singulier par sa taille et ses sujets de prédilection, il a plusieurs défis à relever, qui incomberont à son nouveau directeur général, désigné à la rentrée 2023.

Par Jennifer WUNSCH

Il est unique en France. Le Centre aquitain des technologies de l'information et électroniques (Catie), créé en 2014 en Gironde, est un centre de transfert de technologies et de recherche appliquée à destination des PME et ETI régionales. « Nous faisons le lien entre le monde de la recherche et le monde économique », résume Bertrand Castagnet, fondateur et directeur général du Catie. « Nous sommes un outil de veille technologique et de R&D mutualisé. Un acteur de la recherche au service de ceux qui n'en ont pas. »

BERTRAND CASTAGNET
directeur général
et fondateur du Catie,
a d'abord travaillé
dans la R&D pour
le secteur industriel





La plateforme Peac2h permet une évaluation cognitive et comportementale

© Shutterstock

© Catie

CENTRES TECHNOLOGIQUES : L'EXCEPTION NÉO-AQUITAINE

Labellisé Centre de ressources technologiques (CRT) par le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche depuis 2022, le Catie fait partie de la centaine de structures françaises dédiées à la diffusion des nouvelles technologies aux PME. En Nouvelle-Aquitaine, elles ont été créées sous l'impulsion du président du Conseil régional, Alain Rousset. « Les centres technologiques néo-aquitains sont les plus importants en France, en nombre et en taille. Il y a Alpha-Nov, qui emploie une centaine de personnes, mais aussi Nobatek, Cistème à Limoges, Canéo... », précise Bertrand Castagnet, directeur général du Catie.

À l'instar des autres centres technologiques français, le Catie, qui emploie 55 personnes et a réalisé un chiffre d'affaires de 1,4 million d'euros en 2022, est une structure privée associative financée en majorité par des fonds publics, et dont le conseil d'administration est présidé par Nicolas Boulay, coprésident de WorldCast Group, basé à Mérignac.

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE

La particularité de cette organisation labellisée Centre de ressources technologiques (CRT) : « Nous



Le robot Epok, de Catie Robotics est arrivé 3^e de la ligue @home à la RoboCup

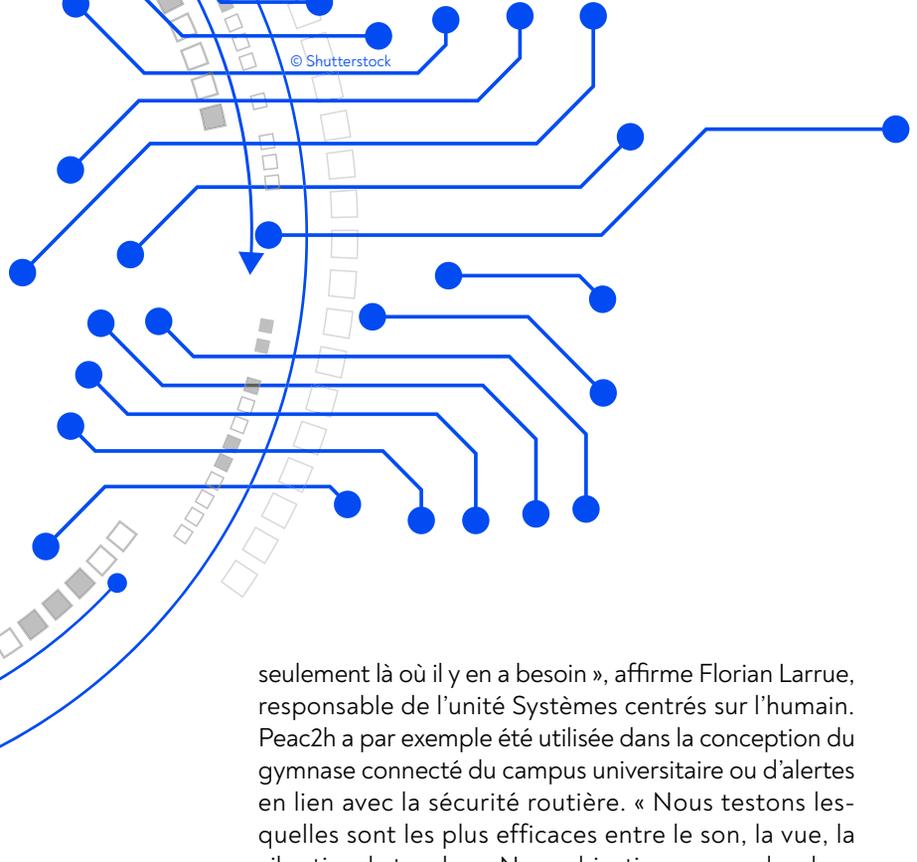
© Catie

sommes les seuls en France à travailler sur le thème de la transformation numérique et à avoir 3 grandes spécialités », précise Bertrand Castagnet. Le pôle Facteur humain et cognition s'assure que les innovations, produits ou services développés par les entreprises sont bien centrés sur l'utilisateur. Le pôle Data sciences travaille sur le big data et l'intelligence artificielle. Et le pôle Systèmes cyberphysiques se concentre sur les systèmes et logiciels embarqués, l'Internet des objets ou encore la robotique. « Il existe bien sûr des ponts : Catie Robotics réunit nos 3 sujets. Notre spécialité d'IA embarquée fait appel aux data sciences et aux systèmes cyberphysiques. Nous travaillons aussi sur un projet européen d'avion du futur (HAIKU) dans lequel le copilote est une IA, à l'intersection du facteur humain et de l'IA... », détaille le directeur général.



LE CATIE EN CHIFFRES

Date de création : **2014**
 CA 2022 : **1,4 million d'euros**
 Financements : **50 % fonds publics de la Région**
 Nouvelle-Aquitaine ;
10 % de fonds publics compétitifs principalement européens ;
40 % de fonds privés
 Salariés : **55**



GRATUIT ET OPEN-SOURCE

Pour faciliter le transfert des innovations, le Catie a créé, dans chacune de ses spécialités, des plateformes gratuites et open-source. Ainsi, Peac2h démocratise l'accès au facteur humain grâce à l'évaluation cognitive et comportementale. « Nous accompagnons les entreprises pour qu'elles ne fassent que des développements utiles pour l'humain. L'idée étant de valoriser l'usage plutôt que la technologie, et de replacer le numérique

seulement là où il y en a besoin », affirme Florian Larrue, responsable de l'unité Systèmes centrés sur l'humain. Peac2h a par exemple été utilisée dans la conception du gymnase connecté du campus universitaire ou d'alertes en lien avec la sécurité routière. « Nous testons lesquelles sont les plus efficaces entre le son, la vue, la vibration, le toucher... Nous objectivons, avec des données scientifiques, la façon dont l'humain interprète les données physiques », décrit-il.

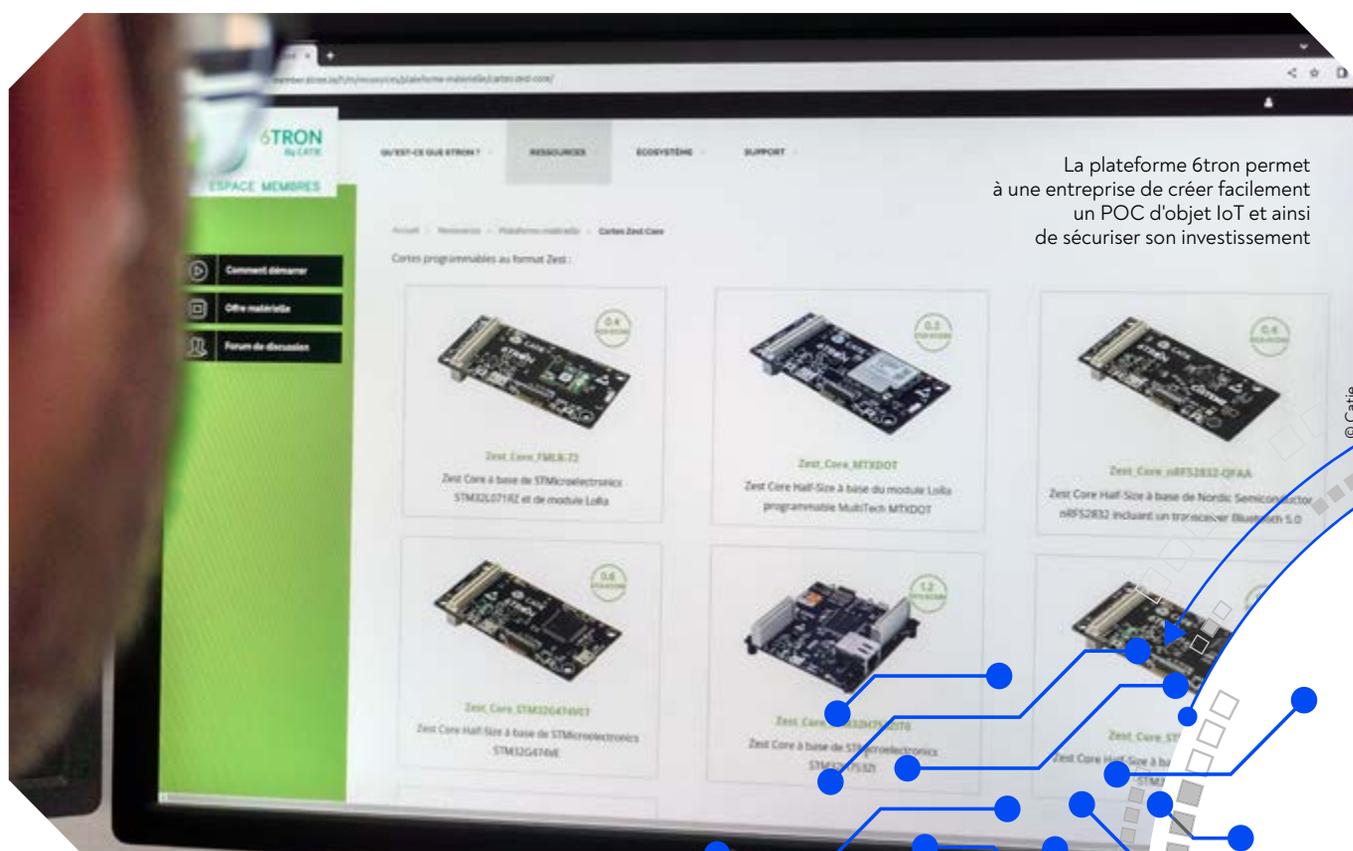
CRÉATION DE POC

La plateforme Vaniila, quant à elle, a été conçue pour sensibiliser les entreprises au potentiel de l'intelligence artificielle. La plateforme 6tron, enfin, facilite la fabrication d'objets IoT. « Nous proposons un panel de plus de 50 cartes électroniques combinables. Cela permet aux entreprises de créer facilement un POC



Le Catie est le seul centre technologique français sur le thème de la transformation numérique et avec 3 spécialités

© Catie



La plateforme 6tron permet à une entreprise de créer facilement un POC d'objet IoT et ainsi de sécuriser son investissement

(Proof of concept) qui peut ensuite aller vers l'industrialisation », décrit Sébastien Loty, responsable du pôle systèmes cyberphysiques. La start-up parisienne Wisear, dont les écouteurs sont pilotés par des mouvements de la mâchoire, et la start-up bordelaise de bijoux connectés MyEli (récemment placée en liquidation judiciaire), y ont notamment créé leur POC avant de remporter des prix d'innovation. « Et même si on ne gagne pas d'argent avec ces plateformes, cela nous permet de répondre à notre mission de participer à la réussite des entreprises », note Sébastien Loty.

VIRAGE RESPONSABLE

S'il a connu une croissance continue depuis 2014, le Catie doit encore « grossir et diversifier ses projets de recherche vers les sujets porteurs du point de vue économique à 3 ou 5 ans, tels que la microélectronique ou le quantique », estime Bertrand Castagnet. Le centre pourrait néanmoins être freiné par des difficultés de recrutement. « L'attractivité de nos métiers est un vrai sujet », s'inquiète Sébastien Loty, qui fait aussi « du transfert de compétences » en formant de jeunes diplômés en entreprise.

Le Catie devra également poursuivre le « grand virage vers un numérique responsable » engagé par Bertrand Castagnet, son directeur adjoint Nicolas Philippe et leurs équipes. « Il y a un an, nous avons repris la plupart de nos travaux dans ce sens autour de l'IA

“ Le Catie devra également poursuivre le « grand virage vers un numérique responsable » ”

embarquée, l'IA frugale, l'écoconception, la low tech, l'autonomie énergétique, etc. », énumère Bertrand Castagnet. Il laissera l'ensemble de ces missions à un nouveau directeur général, qui devrait être désigné à la rentrée 2023 par le bureau de l'association, composé de représentants institutionnels, de l'enseignement supérieur et de la recherche et des entreprises de la région, avec l'aval du comité consultatif du Catie, où siègent ses directeurs. ■

A portrait of Laura Thibault, a woman with long brown hair and bangs, wearing a black top. She is smiling slightly and looking towards the camera. The background is blurred, showing what appears to be a framed picture or artwork with gold accents.

Laura Thibault Manager de talent(s)

LES PORTRAITS DE L'ÉTÉ • De ses débuts dans l'audit au sein d'un des « Big Four » à la création du Cercle des Talents, en passant par le management d'influenceuses, Laura Thibault jongle, avec dextérité, entre ses différentes casquettes. Rencontre avec une jeune entrepreneuse débordante d'idées !

Par Astrid GOUZIK

Les clichés impeccables des influenceuses bordelaises qui ont bâti leur renommée sur le réseau social Instagram – comme Lily Loves Fashion et Sunshine for Laeti – dissimulent une mécanique rigoureusement huilée. Stratégie marketing, planification et réflexion autour des contenus, négociation des partenariats avec les marques... Le tout savamment orchestré, dans l'ombre, par Laura Thibault, « talent manager ». Son début de carrière dans l'audit ne laissait pourtant pas augurer sa carrière d'agent d'influenceurs.

DES DÉBUTS CHEZ E&Y

Originaire de Bretagne, Laura Thibault arrive en Gironde au gré de ses études à Kedge. « À 21 ans, je commence ma carrière chez Ernst & Young, à Bordeaux, dans l'audit. J'y suis restée cinq ans », commente-t-elle. « Puis j'ai eu envie de changer, je me suis mise à chercher un poste de responsable financier. J'ai réalisé qu'il était compliqué pour une femme jeune de postuler pour ce genre d'emplois. »

LES PIPELETTES

Quelques mois et un bébé plus tard, elle négocie un premier virage dans sa jeune carrière. « Une amie me propose de créer une boutique de vêtements », se remémore Laura Thibault. Les Pipelettes ouvre à Talence en 2014, un second magasin suit à Mérignac. Elle s'occupe de la vente en boutique mais aussi de la partie comptabilité et finance, résurgence de sa formation en école de commerce. Puis la cheffe d'entreprise commence à se prendre au jeu des réseaux sociaux et mesure leur impact sur son commerce. « On est en 2014, c'est le début d'Instagram avec les premiers looks du jour », explique-t-elle. Un jeu auquel elle se prête pendant quatre ans avant de revendre ses parts à l'une de ses vendeuses. « Le commerce avec deux enfants en bas âge, c'était rude », avoue-t-elle.

AGENT D'INFLUENCEURS À TEMPS PLEIN

La suite arrive naturellement : « une de mes amies, l'influenceuse Sunshine for Laeti, n'avait pas le temps de gérer ses partenariats. Je me mets à m'en occuper pour elle et de plus en plus de marques la sollicitent. Six mois plus tard, une autre influenceuse bordelaise, Lily Loves Fashion, me propose de l'accompagner ». Début 2021, Laura Thibault devient officiellement agent d'influenceurs et accompagne des « talents » dont les comptes sont parfois suivis par plus de 200 000 personnes. « J'accompagne également des marques, je cherche des influenceuses pour mettre en place leurs campagnes », détaille-t-elle. Au contact de toutes ces femmes, aux profils différents mais confrontées aux mêmes difficultés, Laura Thibault imagine une structure pour les accompagner et les mettre en lien. Elle s'associe avec Lily Loves Fashion

pour ce projet. Le Cercle des Talents naît en septembre 2022 avec pour objectif de donner aux femmes les clés pour se lancer, avec comme fil conducteur le digital.

LE CERCLE DES TALENTS

Au programme des événements mensuels : une soirée d'échange pour permettre aux adhérentes – qui sont souvent des travailleuses indépendantes – de parler de leurs activités respectives. « Nous organisons aussi un petit-déjeuner réseautage où elles peuvent échanger des contacts », détaille Laura Thibault. Ces rendez-vous s'ajoutent aux ateliers de 2 heures autour d'une thématique, avec une experte du Cercle ou hors du Cercle.

UNE JOURNÉE PORTES OUVERTES

Une trentaine de femmes sont membres du Cercle des Talents, moyennant une cotisation annuelle de 1 000 euros qui ouvre l'accès à tous ces événements. Le 26 septembre, une journée portes ouvertes est organisée au château Mauvinon, à Saint-Sulpice-de-Faleyrens, pour faire connaître la structure. À 37 ans, Laura Thibault semble avoir trouvé sa voie, et son équilibre. « Je ne sais jamais ce qu'il va m'arriver dans la journée, c'est ce qui me plaît. » Il faut dire qu'elle a un sacré talent pour jongler avec ses différentes casquettes : « je gère aussi la société de mon mari qui est l'artiste de Pop Art Auguste » qui a exposé de Paris à Miami, Los Angeles, Tokyo... ■

À MOTS DÉCOUVERTS

Cet été, cap sur...

« Porticcio, en Corse, notre moment de break dans l'année. »

On trouve quoi dans votre valise ?

« Shorts et maillots uniquement ! »

Votre lecture de l'été ?

« La saga des *Sept Sœurs* de Lucinda Riley, qui vous transporte dans le monde entier. »

Le tube à écouter :

« *Dance the Night*, de Dua Lipa, du film *Barbie*. »

Votre cocktail signature ?

« Gin Tonic. »

Le meilleur endroit pour le siroter ?

« Agnarellu, une pailote les pieds dans le sable face au coucher de soleil. »

Votre meilleur spot girondin ?

« *La Co(o)rniche*, la plus belle vue du Sud-Ouest, et à Bordeaux le *Gina* et son rooftop ! »

Un projet pour la rentrée ?

« La journée de rentrée du Cercle des Talents est très importante pour nous. »

Nouvelle-Aquitaine En bref

Bergerac-Duras **LAURENCE RIVAL, NOUVELLE PRÉSIDENTE DE LA FÉDÉRATION DES VINS**

La Fédération des Vins de Bergerac et Duras, réunie fin juillet à Eymet, a élu son bureau et sa nouvelle présidente, la première de son histoire :

Laurence Rival succède à Éric Chadourne, à la tête de la FVBD depuis 2017, qui devient vice-président et reste président de l'Interprofession des Vins de Bergerac Duras (IVBD). Cette vigneronne de Singleyrac, ex-présidente des vignerons indépendants de Dordogne, siège au bureau de la Chambre d'agriculture et à l'IVBD.

Le nouveau bureau se réunira fin août pour lancer la campagne des vendanges et travailler sur les sujets techniques en cours.



© RSPhoto

Périgueux **L'INCUBATEUR H24 RECRUTE DE NOUVEAUX PROJETS**

L'incubateur H24 lance un appel aux porteurs de projets désireux d'intégrer sa prochaine promotion. Le comité de sélection examinera les projets innovants et la détermination d'entrepreneurs prêts à relever les défis pour faire grandir leur start-up. Il suffit de présenter son parcours entrepreneurial, d'exposer ses motivations, ses difficultés actuelles et aspirations. Le programme permet de bénéficier d'un accompagnement solide et expérimenté pour consolider son projet : parcours marketing, étude de marché, business model, stratégie de communication, outils de prototypage, soutien dans la recherche de financements... L'accès à cet écosystème dynamique offre l'occasion de rencontrer des partenaires stratégiques, des investisseurs potentiels et d'autres entrepreneurs pour élargir les opportunités de collaboration et de partenariat.

Candidature en ligne jusqu'au 4 septembre : incubateur-h24.fr



© Shutterstock

Agen UNE CONFÉRENCE SUR L'EXPORT

La CCI 47 organise une conférence intitulée : « Vous souhaitez dynamiser votre entreprise à l'export ? Et conquérir de nouveaux marchés ? » mardi 26 septembre à 18 h au Palais des Congrès, Agen Agora. Une initiative du Club Export 47 qui propose une soirée dédiée aux entreprises

du Lot-et-Garonne qui souhaitent développer leur activité à l'export. L'événement se déroulera autour d'une table-ronde avec des retours d'expérience d'entrepreneurs du territoire. Il sera possible d'entendre les témoignages de : Laure Lechertier, directrice marketing chez Upsa, Sara Dandrau, adjointe à la Direction Internationale chez Fonroche, Nicolas Fillon, CEO du groupe De Sangosse, François Lafitte, président de Primland et Danielle Trott, Fondatrice de Speak International et Sofa Trip. **La participation est gratuite, inscription sur cci47.fr.**



Couthures-sur-Garonne APPEL AUX DONS POUR L'ÉGLISE

Le petit village de Couthures-sur-Garonne ne fait pas la une uniquement pour le Festival International de Journalisme. C'est à présent son église Saint-Léger qui fait parler de la commune garonnaise. Les crues à répétition menacent en effet l'édifice qui trône fièrement sur les berges de la Garonne. Et ce sont d'importants travaux qui doivent être mis en œuvre pour sauver le bâtiment qui date de 1850. C'est une enveloppe de 2 millions d'euros qui est nécessaire pour l'installation de micro-pieux qui devraient ancrer l'église sur les terres meubles et friables sur lesquelles elle repose. Un montant totalement inabordable pour la commune de 380 habitants. C'est pourquoi une association s'est constituée : l'Association de Sauvegarde et de Restauration de l'Église de Saint-Léger afin de récolter des dons. L'État s'est engagé à payer un tiers des travaux. Une course contre la montre est donc lancée afin de réunir un budget suffisant pour lancer les travaux.





ALEXANDRA
SIMONOFF-ARPELS

Le mariage des truffes et du safran

DORDOGNE • Alexandra Simonoff-Arpels cultive du safran et des truffes à Verteillac, dans le nord-ouest de la Dordogne. Ses produits, commercialisés sous la marque de son entreprise, L'Or des anges, sont prisés des chefs de la gastronomie française.

Par Léontine AMART

Alexandra Simonoff-Arpels, la patronne de L'Or des Anges, croise les doigts. Si les températures se gardent d'être trop chaudes cet été, la récolte du safran sera généreuse à l'automne. « Il peut encore se passer beaucoup de choses d'ici là ; en agriculture, on n'est jamais sûr de rien », tempère la safranière de Verteillac qui parle en connaissance de cause. L'an dernier, la canicule a eu la peau des fleurs qui cachent sous leurs pétales mauves le précieux or rouge. « Cette année, on peut espérer voir le champ jonché de cailloux de calcaire blanc se couvrir de 80 000 fleurs mauves », pronostique l'agricultrice de 48 ans,

convaincue que « le Périgord reste une terre idéale pour la culture du safran ».

« La fleur a besoin de saisons marquées pour se développer comme c'est le cas en Dordogne », argumente-t-elle. « Pour peu que votre terrain soit bien drainé, elle a toutes les raisons de s'y plaire. »

ELLE A DÛ TOUT APPRENDRE DU SAFRAN

Traductrice en allemand et en russe installée à Paris, Alexandra Simonoff-Arpels a découvert le safran et tous ses mystères en héritant de la maison de sa grand-mère maternelle dans le hameau du Repaire, à Verteillac. « Lors d'un séjour au Repaire, je me suis rendue sur l'exploitation d'un safra-

nier installé à Champs-Romains qui organisait à ce moment-là des journées portes ouvertes », raconte la chef d'entreprise. « J'ai beaucoup apprécié la visite et décidé, de retour à la maison, de me renseigner sur la possibilité de lancer notre propre production de safran sur le terrain appartenant à la propriété. »

LABORATOIRE

Une première rangée de bulbes, bientôt suivie d'une deuxième. Ce qui s'annonçait au départ comme une lubbie est devenu une véritable activité professionnelle. « Mon mari et moi-même avons créé une SARL en 2011 et j'ai obtenu peu de temps après le statut d'exploitante agricole.





“ La fleur du safran a besoin de saisons marquées pour se développer comme c’est le cas en Dordogne ”



Trois ans plus tard, nous avons créé le laboratoire dans lequel je transforme aujourd’hui mes produits », retrace l’intéressée.

Autodidacte, Alexandra Simonoff-Arpels s’est laissée dompter par les exigences du safran. « Je retrouve avec le *Crocus sativus* le même mystère que je perçois dans la truffe », explique la cultivatrice. « Les bulbes n’en font qu’à leur tête, il y a des paramètres qu’on ne maîtrise pas dans la culture de la fleur et c’est ce qui la rend si précieuse. »

TOUT EST FAIT À LA MAIN

Pour le safranier, toute la difficulté est de parvenir à maîtriser les

gestes qui concourent à libérer le parfum du safran. Tous les gestes, à commencer par celui, très laborieux, de l’émondage, qui consiste à séparer le pistil des pétales. « Tout est fait à la main. C’est important de manipuler avec la plus grande attention ces filaments végétaux à peine plus longs qu’un centimètre », rappelle la cultivatrice dont le travail rappelle celui des dentelières de Calais. « Je peux passer jusqu’à trois semaines assise devant la table en bois massif de la salle à manger pour émonder les fleurs qui s’y entassent », confie-t-elle.

Une autre étape, moins laborieuse, mais tout aussi cruciale, consiste à faire sécher les pistils au four, ni trop peu, ni trop longtemps et à bonne température. Meilleur est le séchage, et plus subtil sera le parfum exhalé par l’épice une fois

placé en fermentation dans des bocaux gardés à l'abri de la lumière pendant deux mois. « Contrairement aux idées reçues, le safran n'a pas d'odeur ni de saveur », reprend la safranière. « C'est bien la mise en pot des pistils qui va conditionner à son tour la qualité finale des petits filaments. »

QUANTITÉS PRODUITES INFIMES

Libre à chacun d'en faire ensuite ce qu'il veut. Le vendre en échantillon est l'option la plus lucrative, sachant qu'un gramme rapporte entre 30 à 40 euros. Mais les quantités produites sont infimes : bien souvent, une récolte tient dans un buffet de cuisine. N'ignorant rien de cette délicate équation, Alexandra Simonoff-Arpels, a choisi de les commercialiser sous plusieurs formes : en échantillon, en gelée, en biscuits ou encore

DEUX NOMS CÉLÈBRES POUR UN DESTIN D'EXCEPTION

Alexandra Simonoff-Arpels : ces deux noms évoquent une histoire emblématique. Elle a hérité le premier de son grand-père paternel, un Russe blanc chassé de l'empire du tsar Nicolas II par les Bolchéviques après la révolution de 1917. Réfugié à Paris avec sa famille, il y a travaillé comme chauffeur de taxi, élevant son fils dans le respect de l'école et de sa promesse méritocratique. Brillant élève, le père d'Alexandra a décroché haut la main une thèse en physique nucléaire qui l'a conduit à Berkley (États-Unis), puis l'a propulsé au rang de professeur des universités à la faculté de Bordeaux. Il y a dirigé, entre autres, la thèse des frères Bogdanoff, qui se distingueront plus tard à la télévision en animant des émissions scientifiques de vulgarisation. C'est d'ailleurs à l'occasion de la soutenance d'Igor et de Grishka qu'Alexandra Simonoff, fraîchement diplômée de deux licences en allemand et en russe, a fait la connaissance de son mari, dernier descendant de la famille de bijoutiers Van Cleef and Arpels. C'est à ses côtés qu'elle a créé L'Or des Anges.

en confitures « faites d'après la recette de Nostradamus ». « Il faut se diversifier, proposer des produits originaux et savoureux », confie l'exploitante agricole qui a su flatter jusqu'aux palais des Japonais avec ses divines confitures.



“ Je retrouve avec le crocus sativus le même mystère que je perçois dans la truffe ”

« J'ai eu la chance de faire partie d'une délégation de chefs d'entreprises envoyée au Japon sous le patronage de la présidence de la République », explique la Verteilla-coise. « Avant que ne survienne la pandémie que le monde a traversé, mes confitures étaient commercialisées dans les boutiques du meilleur pâtissier nippon qui les utilisait lui-même pour concevoir ses différents mets. »

LES TRUFFES DU PÉRIGORD COMME COMPLÈMENT D'ACTIVITÉ

Même si les motifs de satisfaction ne manquent pas, vivre du seul métier de safranier reste difficile. « Il vaut mieux pouvoir compter sur une ou plusieurs autres productions complémentaires pour gagner sa

vie », glisse l'agricultrice qui a investi dans la récolte d'un autre trésor du Périgord : la truffe. Pour limiter les risques en cas de mauvaise(s) récolte(s), Alexandra Simonoff-Arpels a fait le choix de planter des chênes truffiers sur quatre hectares de terrain. Un pari osé qui s'est révélé assez rapidement payant : cinq ans après la mise en terre des plants, Alexandra Simonoff-Arpels dénichait ses premières *Tuber melanosporum* sous quelques centimètres de terre.

Aujourd'hui, l'agricultrice verteilla-coise vend ses diamants noirs directement aux dignes représentants de la haute gastronomie française ou à des clients fortunés membres du très fermé Bristol Wine and Business Club. « J'ai privilégié les truffes de belle taille et d'excellente qualité », confie-t-elle. « Je m'adresse aux négociants pour commercialiser les petits spécimens. » ■



Plaidoyer pour une « renaissance industrielle »

ÉCONOMIE • L'industrie du XXI^e siècle peut contribuer à l'avènement d'un monde meilleur, plaide Olivier Lluansi. Cette transformation passerait par les territoires, pour leur plus grand bénéfice.

Par Anne DAUBRÉE

« **I**l n'y a nul paradoxe, nulle contradiction à affirmer que l'industrie, qu'elle fut, à la fois, du XVIII^e au XX^e siècle, la source d'une des plus grandes prévarications de la nature et qu'elle sera au XXI^e siècle le creuset des solutions adaptées à la finitude des ressources naturelles », écrit Olivier Lluansi, dans *Les Néo-Industriels, l'avènement de notre renaissance industrielle* (Éd. Déviation). L'auteur, qui a mené une carrière éclectique (dans le public et privé), contribue actuellement au think tank la Fabrique de l'Industrie, émanation du monde industriel. Son ouvrage constitue un plaidoyer pour une industrie vue comme un ensemble de savoirs et de savoir-faire qui se mettrait au service d'une société « décarbonée, circulaire, sobre et souveraine ».

Mais reconstruire une industrie en France constitue une « course de fond d'au moins deux décennies », prévient l'auteur...

« FORMER DANS LE TERRITOIRE, POUR LE TERRITOIRE »

Parmi les thèmes qu'il développe, l'enjeu territorial apparaît comme central, et la participation des acteurs de ces écosystèmes indispensable à la réussite de cette transition. Et les outils de politique publique actuels ne seraient pas adaptés. Ainsi, il faut prendre acte de la faible mobilité des Français et « former dans le territoire, pour le territoire », avance Olivier Lluansi. Pour lui, il faut laisser les collectivités élaborer leurs projet territoriaux de gestion prévisionnelle des emplois et compétences, et travailler avec les industriels à collaborer

pour monter écoles de production ou centres de formation partagés. Aujourd'hui, « la centralisation des financements de la formation entrave son adaptation au terrain », estime Olivier Lluansi. Autre difficulté, l'État dispose de 175 milliards d'euros destinés aux politiques économiques, contre 8 milliards pour les collectivités locales. « Nous concentrons les moyens publics au niveau national, loin des implantations de nos entreprises, notamment industrielles », note Olivier Lluansi.

DES ÉCOSYSTÈMES - AUSSI - TERRITORIAUX

A *contrario*, des dispositifs publics misant sur la dimension locale ont montré qu'il existait « une ressource aussi essentielle qu'inexploitée », argumente Olivier Lluansi. En trois ans, le programme « Territoires d'industrie » (qui a été porté par l'auteur du livre) a permis le développement de 180 projets portés par des binômes élu-industriel. Et la démarche « Rebond », initiée en 2021, a permis d'accélérer 1 100 projets sur 20 territoires. La dimension territoriale de cette



« renaissance » de l'industrie se transcrit aussi dans la nécessaire évolution des sites productifs. La production de masse des Trente Glorieuses a bénéficié à des grands groupes dont les infrastructures visaient les économies d'échelle. Les impératifs actuels d'exigence environnementale et de person-

nalisation de masse appellent des « écosystèmes » d'acteurs productifs (fabriques, centres de développement...).

LA COHÉSION DU TERRITOIRE

Pour Olivier Lluansi, ce changement exige une meilleure repré-

“ Nous concentrons les moyens publics au niveau national, loin des implantations de nos entreprises, notamment industrielles ”

sentation des PME et des ETI au sein du Conseil de l'Industrie. Et aussi, au-delà de la vingtaine de filières existantes, la constitution d'une centaine « d'écosystèmes thématiques », et « horizontaux » qui pourraient associer des productions dans une logique territoriale.

Souveraineté économique, écologie... Cette possible renaissance de l'industrie est porteuse de plusieurs thèmes, mais celui de la cohésion et de l'aménagement du territoire n'est pas des moindres. Pour Olivier Lluansi, « notre modèle économique a produit une nation fragilisée par ses fractures internes, par la répartition inégale de la richesse entre les territoires. La renaissance industrielle est l'outil nécessaire et indispensable pour redonner une cohésion au sein de la société, notamment du point de vue territorial ». ■





Le tourisme de savoir-faire en plein essor

ENTREPRISES • En 2022-2023, pour la première fois, le tourisme de savoir-faire est inscrit dans le schéma de développement touristique de l'ensemble des régions. L'association nationale de la visite d'entreprise « Entreprise et Découverte » œuvre pour le développement de cette nouvelle offre culturelle française. Décryptage d'une tendance qui prend de l'ampleur.

Par Charlotte DE SAINTIGNON

Vingt millions d'entrées en 2022, soit une augmentation de 40 % en trois ans. « Les Français redécouvrent les entreprises de leurs territoires, une relation de confiance s'engage », note avec satisfaction l'observatoire « Entreprise et Découverte » qui vient de révéler les chiffres des visites d'entreprise. Quelque 3 500 entreprises se seraient ainsi prêtées au jeu en 2022, soit une augmentation de 75 % en trois ans. « La France affirme et renforce sa place de leader de la visite d'entreprise, une véritable exception économique et culturelle française », révèle le

rapport. Au même titre que les touristes vont découvrir musées et châteaux, ils visitent des entreprises porteuses de savoir-faire qui constituent la richesse et le patrimoine de la France.

CENTRE DE PROFIT, OUTIL DE RECRUTEMENT

Au-delà de participer à la promotion du « pays France », le tourisme de savoir-faire constitue aujourd'hui un nouveau centre de profit pour ces entreprises. Pour

70 % d'entre elles, l'enjeu commercial est une priorité. Les PME espèrent ainsi accroître leurs marges.

Avec un tarif moyen de visite à 9 euros, contre 5,90 en 2020 et 3 500 visiteurs par an, en moyenne, les entreprises y trouvent leur compte. D'autant que 85 % d'entre elles détiennent une boutique et que le rapport observe une augmentation de 30 % du panier moyen post-visite, comparé aux achats effectués sans visite préalable de l'entreprise. Certaines réalisant jusqu'à 50 % de leur chiffre d'affaires via la visite d'entreprise (comme la parfumerie Fragonard, Confiserie des Hautes-Vosges, Verrerie de Biot...).

Outre cet apport financier, c'est un outil privilégié pour accroître leur notoriété et éventuellement attirer des jeunes dans leurs métiers, alors que de nombreux secteurs peinent à recruter de nouveaux talents. L'attractivité des métiers est ainsi mentionnée par 50 % des entreprises engagées, un chiffre qui est en constante augmentation. La visite d'entreprise permet ainsi de faire découvrir *in situ* les métiers, d'engager un dialogue direct entre les salariés et les jeunes. D'autant que pour plus de 55 % des entreprises, les familles constituent le premier public, la visite d'entreprise intéressant petits et grands. Un moyen pour les jeunes de découvrir les savoir-faire français, l'univers de l'entreprise et de comprendre ses métiers. Et pour les entreprises, de démontrer au public leurs valeurs et leurs engagements sociétaux, environnementaux et le « fabriqué en France ». C'est notamment le cas pour Ethiquable (produits bio commerce équitable) dans le Gers, Le Roy René (confiserie) à Aix-en-Provence ou l'Atelier Tuffery (textile) dans les Cévennes...

PUBLIC RÉGIONAL

Pour 70 % des entreprises, le premier public est composé des visiteurs de la région. « Le tourisme de savoir-faire est un tourisme de proximité. Il permet une reconnexion forte des habitants avec leurs entreprises. » Outre le fait qu'ils renouvellent leurs visites, ils deviennent ambassadeurs des entreprises de leurs territoires. En outre, cela permet de lisser les visites tout au long de

“ De grandes entreprises, telles que Renault, Stellantis, Bonduelle, Petit Bateau, Danone, Boursin ont ouvert leurs portes au public en 2023 ”

l'année. « Près de 50 % des entreprises reçoivent régulièrement des visiteurs sur les ailes de saisons participant ainsi à la déconcentration des flux sur la période estivale », note l'observatoire. 18 % des visiteurs sont des touristes étrangers (contre 21 % en 2019) que 65 % des entreprises sont en capacité d'accueillir (contre 55 % en 2019). « Un résultat très satisfaisant compte tenu de la situation internationale contrainte en 2022. Cela confirme le caractère attractif du tourisme de savoir-faire à la française », note l'observatoire.

LES GRANDES ENTREPRISES S'Y METTENT AUSSI

La visite d'entreprise semble « l'outil privilégié des petites et moyennes entreprises ». Ainsi ce sont 94 % de TPE-PME, contre seulement 6 % d'ETI et de grandes entreprises, qui ont ouvert leurs portes au public, l'an dernier. Néanmoins, 2023 est marquée par l'arrivée de grandes entreprises, telles que Renault, Stellantis, Bonduelle, Petit Bateau, Danone, Boursin... À noter qu'en termes d'ancienneté, près de la moitié (48 %) des entreprises visitées ont plus de 50 ans – une part en augmentation constante – et 28 % même 100 ans et plus. « Le tourisme de savoir-faire confirme son ancrage territorial, patrimonial et culturel. 40% des entreprises disposent d'un musée d'entreprise, en complément de leur offre de visite », détaille l'étude.

En termes de secteur, l'agroalimentaire arrive toujours en tête des entreprises les plus engagées (38 %). Cependant, deux secteurs progressent par rapport à l'observatoire 2020, les « Vins, bières et spiritueux » (24 %) et la « Mode et cosmétique » (9 %). Autres secteurs qui se montrent « ouverts », l'industrie, énergie et environnement (15 %) et l'artisanat et métiers d'art (14 %). Première entreprise la plus visitée, EDF, avec quelque 500 000 entrées en 2022. Autres entreprises qui tirent ce tourisme, la verrerie de Biot dans les Alpes-Maritimes, avec 450 000 visiteurs ; la confiserie des Hautes-Vosges à Plainfaing (260 000 visiteurs) et la Cave de Gan Jurançon. Néanmoins, les TPE tirent elles aussi leur épingle du jeu. C'est notamment le cas de la ferme des Cara'meuh ! à Vains en Normandie qui totalise 70 000 visiteurs, de la Savonnerie marseillaise de la Licorne (69 370 visiteurs) ou encore des Fontaines pétifiantes de Saint-Nectaire en Auvergne-Rhône-Alpes (63 000) et de l'Atelier du piment à Espelette en Pays basque, avec 60 000 visiteurs. ■

Sortir en Gironde En bref

Bordeaux L'HÔTEL GINTO À L'HEURE DE LA COUPE DU MONDE DE RUGBY

Dès l'ouverture de la coupe du monde de rugby, le 8 septembre, et jusqu'à la finale le 28 octobre, les hôtels Ginto vibreront au rythme de ce grand rendez-vous festif. À Bordeaux, le Grand Hôtel Français se jettera dans la mêlée dès l'arrivée des clients avec une ambiance 100 % Ovalie. Toute la réception sera pavoisée aux couleurs tricolores avec l'emblème national. Les rencontres seront retransmises dans la salle de réception et des kits sont à disposition, ainsi que des bières locales et canelés. Pendant toute la compétition, les clients pourront participer au concours « match du jour », et s'ils devinent le score final, remporter un petit-déjeuner ou cocktail et tapas pour deux. Et pour marquer la finale, un autre concours leur proposera de miser sur la nationalité de l'équipe victorieuse. Le grand gagnant remportera un séjour pour 2 dans un des hôtels (Paradis à Paris ou Grand Hôtel Français à Bordeaux) du groupe !



Gironde DÉPART IMMINENT POUR LE VÉLOTOUR

L'événement cyclo-ludique français fait son retour pour une cinquième édition à Bordeaux Métropole le dimanche 24 septembre prochain. Plus de 5 000 participants sont attendus, avec un parcours pouvant aller de 15 à 25 km. Une dizaine de lieux seront ouverts spécialement pour l'occasion. Le vélotour revient aussi dans la ville de Saint-Émilion, pour une deuxième édition, le 9 septembre prochain. Pour cet événement, c'est un parcours au milieu des vignes qui est prévu. Au programme : un parcours familial de 18 km, avec la découverte de six châteaux, et un parcours de 29 km, avec trois châteaux en plus. Dans chaque château, des animations musicales et des dégustations sont prévues. Vélotour est un événement qui se déroule de mai à octobre, dans dix villes et métropoles, qui font découvrir des sites souvent fermés au public. Les inscriptions se font sur velotour.fr.





Sauternes DÉCOUVERTE DU VIGNOBLE EN CANOË

L'office de Tourisme Sud Gironde propose une nouvelle façon de découvrir le vignoble de Sauternes : une descente en canoë de 2 km. Le parcours se fait sur la rivière le Ciron, et est suivi d'une visite dans un cru traditionnel de l'appellation. Le départ a lieu à 9 h 45, et le retour est prévu à 12 h 15, tous les jours pour le mois d'août, et le lundi, mardi, jeudi et vendredi en septembre. L'activité comprend ainsi la location d'un canoë biplace, la visite et dégustation dans un château du Sauternais, et le retour en transport entre le domaine et la base nautique. Les réservations se font directement sur le site de l'office de tourisme.

Bordeaux WINECAB : LA ROUTE DES VINS EN TAXI ANGLAIS

Saint-Émilion, Médoc, Pessac Léognan... WineCab, entreprise bordelaise, souhaite proposer une façon originale de découvrir le territoire. Ainsi, elle propose aux visiteurs de découvrir la route des vins bordelais à bord d'un taxi londonien. Et la start-up s'agrandit en proposant deux nouveaux véhicules vintages : la 2CV et le combi Volkswagen. Le chauffeur propose aux visiteurs des circuits sur mesure, ou un format classique avec des adresses connues de la région.

Au programme : découverte de grand cru classé, dégustation ou encore atelier d'œnologie. Et en bonus, les voyageurs peuvent repartir avec un road book souvenir. La route des vins peut également se faire à plusieurs, en allant de 4 à 8 personnes.



Dans l'œil d'Insta

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES • Cet été, nous contribuons à votre album photos de vacances, en vous proposant de découvrir, pour de vrai, les lieux les plus instagrammables de la région Auvergne-Rhône-Alpes. Que vous soyez selfies ou paysages mémorables, le décor saura vous séduire. Tout d'horizon de la région « dans l'œil d'Insta ».

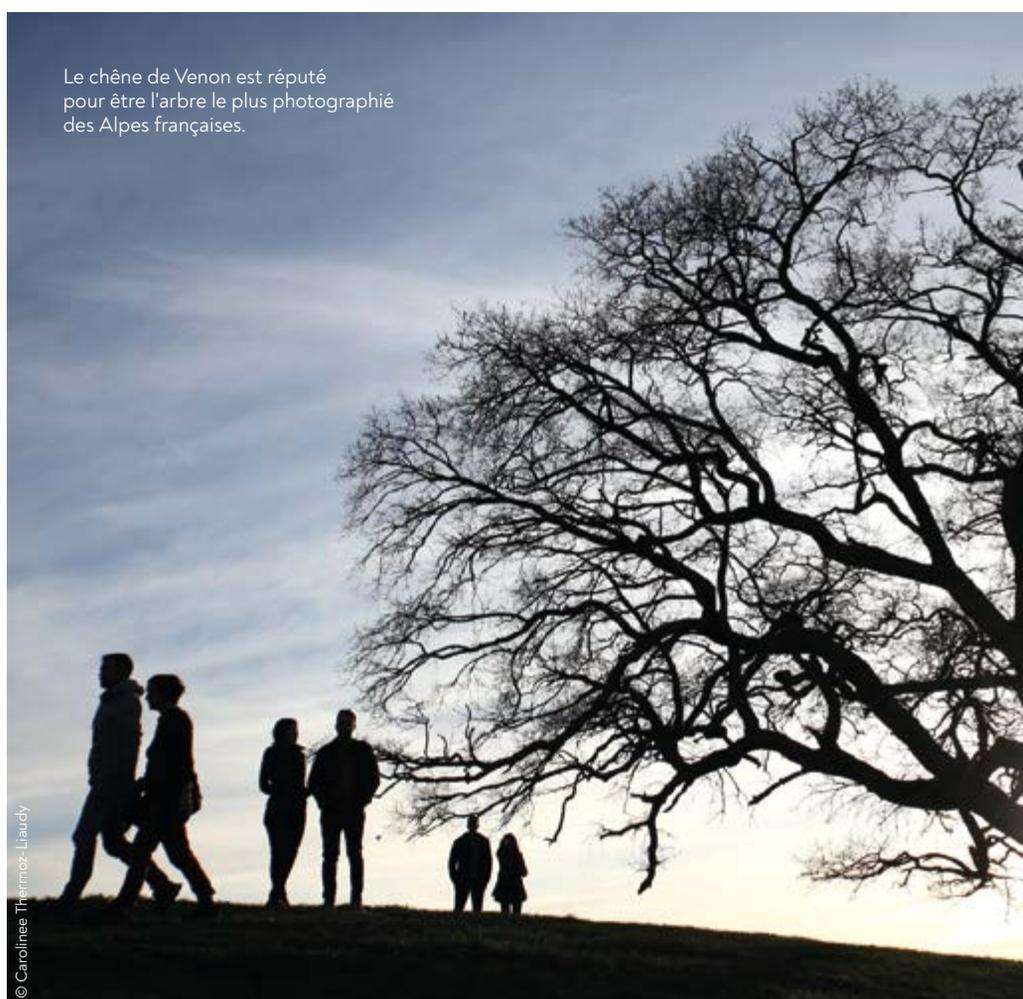
Dossier réalisé par **Thomas Richardson (Essor Loire)**, **Mathilda Ruiz-Yeste (Tout Lyon)**, **Arthur Chevalier (Essor Loire)** pour **ResoHebdoEco**

LE CHÊNE DE VENON, L'ARBRE STAR DES ALPES FRANÇAISES

Sous la neige, avec ou sans son beau feuillage, à contre-jour en ombre chinoise... Les possibilités de magnifier le chêne de Venon semblent infinies pour les amateurs de photographie. Il faut dire qu'il attire les regards, perché tout en haut d'une colline et parfaitement isolé. On le distingue clairement à des kilomètres à la ronde, en particulier depuis l'A41 dans la vallée du Grésivaudan. Peu surprenant dans ces conditions, qu'il soit considéré comme la 8^e merveille du Dauphiné et qu'il entretienne la réputation d'être l'arbre le plus photographié des Alpes françaises.

LA 8^E MERVEILLE DU DAUPHINÉ À PRÉSERVER

Pour s'en approcher, il faut se rendre au lieu-dit Pressembois (à pied depuis Gières en Isère, cela fait une jolie balade) et traverser un pâturage privé tout en pente.



Le chêne de Venon est réputé pour être l'arbre le plus photographié des Alpes françaises.

© Caroline Thérnoz-Laudy

Le chemin est indiqué par une pancarte et même naturellement balisé au sol. Un panneau met en garde les visiteurs : l'arbre en péril est à protéger. Autrement dit, les feux de bois sont interdits, de même que le fait de couper ou endommager une branche, de graver sur le tronc ou encore de grimper. Ce chêne, qui serait âgé entre 300 et 400 ans, a su résister à plusieurs épreuves, notamment une tempête en 1992 qui lui a arraché une branche maîtresse ou encore à la foudre à deux reprises dans les années 2000. En février 2017, en lien avec l'Office national des forêts (ONF) et la commune de Venon, l'entreprise Puro Fairtrade Coffee et l'association Arbres ont dispersé sous ses branches, quelque cinq tonnes de matières végétales fraîches pour aider le chêne à développer ses racines. En avril 2017, il a été classé Arbre remarquable de France.



L'escalier Mermet et ses 80 marches vertigineuses

En arpentant les pentes, d'autres marches se sont parées de couleurs. Les escaliers de la montée des Carmélites, avec ses contremarches fleuries et vives, se lient très bien avec la végétation qui l'encadre. Cette fresque orange, bleu et rose a été réalisée en septembre 2022 par l'artiste Bambi Bakbi, mais aussi par des habitants. Au bout de l'escalier, le plus ancien jardin de Lyon et son amphithéâtre des Trois Gaules attendent les visiteurs avec la verdure, le calme et le repos comme récompense. En poursuivant, on peut se rendre rue Saint-Polycarpe, où se cache une micro-brasserie, la Beer Fabrique. « Ici, c'est comme un cours de cuisine mais on fait de la bière », explique Lorris Martinigo, gérant et brasseur de l'établissement. Dans ces ateliers, les clients apprennent d'ailleurs des techniques de brassage qu'ils peuvent reproduire chez eux. Pour mieux aiguïser les papilles de ses visiteurs, la brasserie propose aussi des événements alliant cuisine et bière. Elle y a, par exemple, déjà décliné les thématiques de la gastronomie, du pâté en croûte ou des desserts.

L'ESCALIER MERMET, QUAND LE MEILLEUR ANGLE EST CELUI D'EN BAS

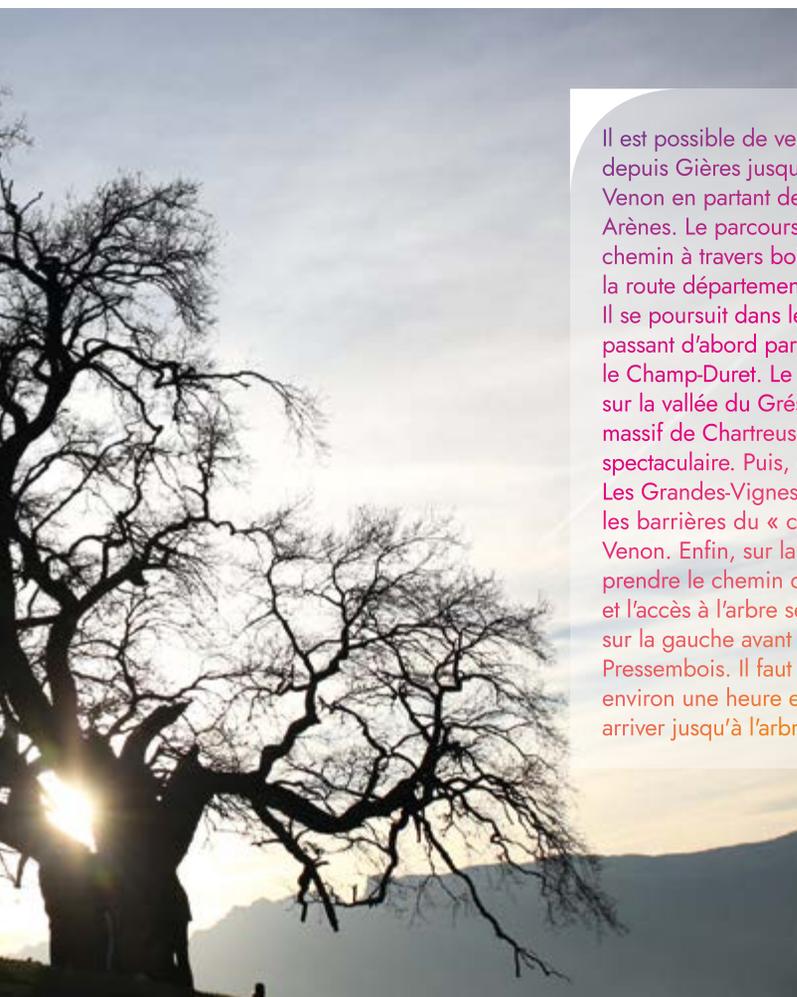
Après les Alpes, cap sur Lyon. Au détour de la rue René-Leynaud, dans les pentes de la Croix-Rousse, le passage Mermet s'est doté, en 2019, d'une fresque aux airs oniriques, réalisée par l'artiste Wenc et les habitants du quartier des pentes. Paré d'un dégradé bleu et blanc, l'escalier est rapidement devenu instagramable. Aujourd'hui encore, les touristes n'hésitent pas à venir découvrir l'œuvre, voire à grimper les 80 marches du passage. Caché, l'escalier est vêtu d'un manteau bleu. Cette fresque semble tout droit sortie d'un conte. Elle est aujourd'hui référencée comme un des lieux à voir lors d'une escapade lyonnaise.

« UN ESCALIER QUI ÉTAIT GRIS ET GLAUQUE »

Si l'escalier est aujourd'hui une star des réseaux, il n'a pas toujours



Il est possible de venir à pied depuis Gières jusqu'au chêne de Venon en partant de la rue des Arènes. Le parcours emprunte un chemin à travers bois qui coupe la route départementale en lacets. Il se poursuit dans le village en passant d'abord par la Faurie, puis le Champ-Duret. Le panorama sur la vallée du Grésivaudan et le massif de Chartreuse y est spectaculaire. Puis, on passe par Les Grandes-Vignes et devant les barrières du « château » de Venon. Enfin, sur la gauche, prendre le chemin de Pressembois et l'accès à l'arbre se fera sur la gauche avant la ferme de Pressembois. Il faut compter environ une heure et demie pour arriver jusqu'à l'arbre.

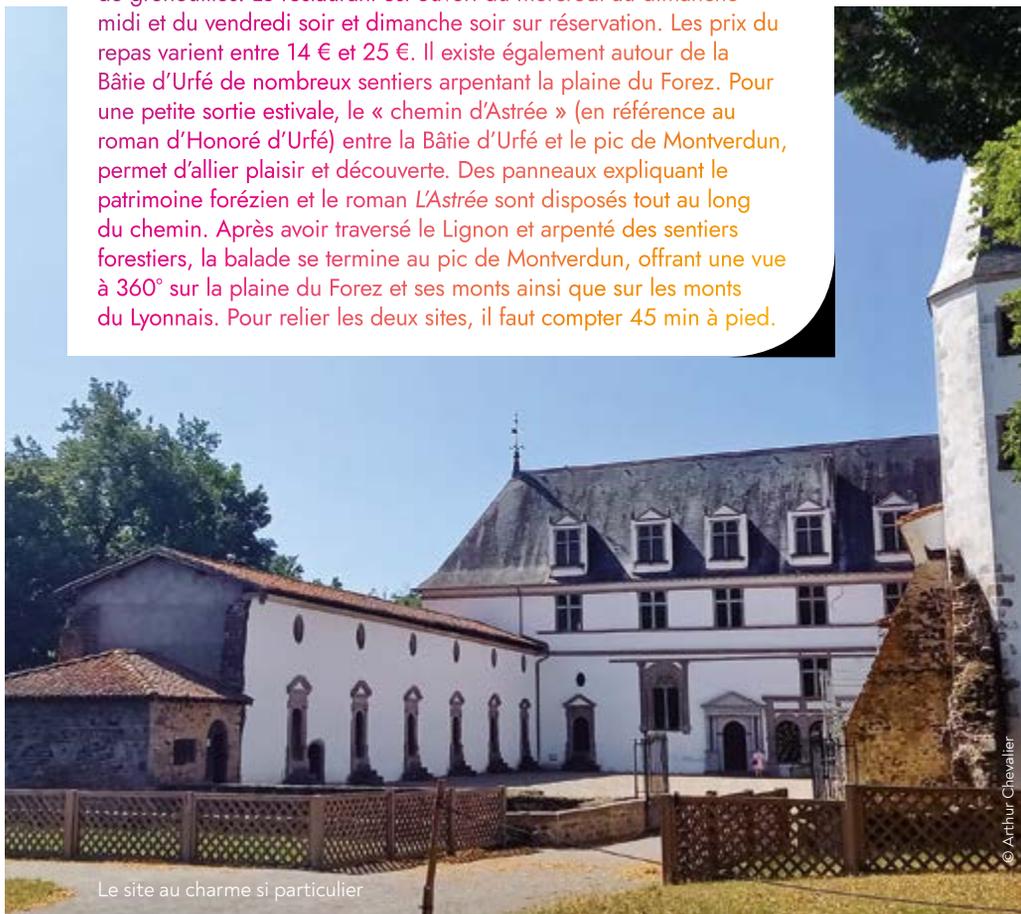


connu une telle attraction. « Au début c'était gris et un peu glauque, personne ne l'empruntait. Une fois qu'il a été peint, on a tout de suite vu que les gens se réappropriaient l'escalier. Puis ça a amené des touristes dans le quartier », explique Caroline, ancienne présidente de l'association Quartier Capucins. Cette dernière, a fait appel à Superposition (l'association d'artistes a cessé ses activités en janvier 2022, Ndlr), et à Wenc en 2019. « Il est plus fade que sur les photos qu'on a pu voir mais même si on avait su, on serait venu, ça reste beau », souligne une famille venue de Niort, de passage à Lyon pour quelques jours. Un aspect moins éclatant déploré par les bénévoles, déçus que la Ville n'entretienne pas les contremarches. L'escalier demeure original et pour une fois, la récompense ne se trouve pas au sommet, mais bien en bas des marches.



© Arthur Chevalier

Le site offre la possibilité de se rassasier au sein du restaurant installé sur le site même du château. Le restaurant *L'Essentiel* dispose d'une grande terrasse très adaptée pour la saison estivale avec vue sur les jardins et la bâtisse. À la carte : salades, planches et burgers cuisinés avec des produits locaux. Les clients ont aussi la possibilité de déguster un « menu forézien » à base de charcuterie et de cuisses de grenouilles. Le restaurant est ouvert du mercredi au dimanche midi et du vendredi soir et dimanche soir sur réservation. Les prix du repas varient entre 14 € et 25 €. Il existe également autour de la Bâtie d'Urfé de nombreux sentiers arpentant la plaine du Forez. Pour une petite sortie estivale, le « chemin d'Astrée » (en référence au roman d'Honoré d'Urfé) entre la Bâtie d'Urfé et le pic de Montverduin, permet d'allier plaisir et découverte. Des panneaux expliquant le patrimoine forézien et le roman *L'Astrée* sont disposés tout au long du chemin. Après avoir traversé le Lignon et arpenté des sentiers forestiers, la balade se termine au pic de Montverduin, offrant une vue à 360° sur la plaine du Forez et ses monts ainsi que sur les monts du Lyonnais. Pour relier les deux sites, il faut compter 45 min à pied.



Le site au charme si particulier

© Arthur Chevalier

LE CHÂTEAU DE LA BÂTIE D'URFÉ DIGNE DES PLUS GRANDS ROMANS

Enfin, on peut terminer son escapade régionale par le château de la Bâtie d'Urfé, à Saint-Étienne-le-Molard, dans la Loire. À l'origine, le domaine n'est qu'une grange monastique construite par des moines au XI^e siècle. Après une reconversion en forteresse à partir du XIII^e siècle par les ancêtres de Claude d'Urfé, ce dernier fait appel à des artistes italiens pour transformer ce lieu dans le style de la Renaissance tel qu'il apparaît aujourd'hui. Fresque de coquil-

lages, peintures murales, boiseries et tapisseries décorent l'intérieur et donnent au lieu un charme très particulier. En plus des décorations atypiques et soignées, le site se compose d'une grotte artificielle (la plus ancienne encore conservée en France), d'une chapelle et d'un sphinx. Cet ensemble offre aux photographes de multiples possibilités de réaliser des clichés remarquables.

UN JOYAU QUI VIENT SUBLIMER LE LIEU

En plus du bâtiment, le domaine de la Bâtie d'Urfé se distingue

aussi par de magnifiques jardins qui bordent le château. D'inspiration française et italienne, ces jardins s'inscrivent directement dans l'air de la Renaissance. Aujourd'hui reconstitués tels qu'ils étaient à l'époque, les jardins sont entretenus et soignés au peigne fin. En été, la verdure du gazon et des buis contraste avec le blanc lumineux des murs du château. Au centre, une fontaine en marbre blanc équilibre et épure l'ensemble à la perfection. Là encore, la photographie se prête parfaitement au site, d'autant plus en été où la luminosité fait ressortir les couleurs. ■

ECHOS

JUDICIAIRES - GIRONDINS

Actualité économique
Vie des entreprises et des collectivités
Décryptages juridiques
Annonces légales - Ventes aux enchères

79€ TTC
magazine + web

ABONNEZ-VOUS !

52 numéros

Gagnez du temps !

ABONNEZ-VOUS EN LIGNE sur echos-judiciaires.com

Paiement sécurisé



- | | | | |
|-----------------------|---------------------------------------|-------------------------------------|---------------------------------------|
| Magazine + Web | <input type="checkbox"/> 6 MOIS = 48€ | <input type="checkbox"/> 1 AN = 79€ | <input type="checkbox"/> 2 ANS = 119€ |
| Web | <input type="checkbox"/> 6 MOIS = 24€ | <input type="checkbox"/> 1 AN = 39€ | <input type="checkbox"/> 2 ANS = 59€ |

Nom ou raison sociale _____

Activité _____

Adresse _____

Ville _____ code postal _____

Tél. _____ email _____

Autre contact _____

Nombre d'abonnements souhaité _____

Contact : Catherine Depetris
abonnement@echos-judiciaires.com / 05 57 14 07 55
108 rue Fondaudège CS 71900 - 33081 Bordeaux Cedex

Pour les abonnements multiples, contactez notre service abonnement par mail

Anatomie d'une chute



DISSECTION D'UN COUPLE

Dans un chalet isolé, Sandra Voyter, écrivaine à succès, est interviewée par une étudiante. L'entretien se passe bien mais est interrompu par le mari qui écoute très fort la même musique en boucle, rendant impossible le moindre échange entre les deux femmes. Quelques heures plus tard, Daniel, leur fils malvoyant, retrouve son père au pied de la maison, victime d'une chute mortelle. Sa mort paraissant suspecte, Sandra se retrouve sur le banc des accusés. Son procès devient rapidement celui du couple qu'elle formait avec Samuel. La réalisatrice Justine Triet (*Victoria*) et son compagnon Arthur Harari (*Onoda*) ont écrit ensemble ce film à la mécanique exemplaire sur un drame judiciaire doublé d'un décorticage en règle de la vie à deux. Samuel et Sandra semblaient filer le parfait amour mais la réalité s'avère plus complexe :

« Je souhaitais faire un film sur la défaite d'un couple. L'idée, c'était de raconter la chute d'un corps de façon technique et d'en faire l'image de la chute d'une histoire d'amour. C'est aussi un film sur le couple et sur le partage du temps. L'enfant est au centre de ce partage. Et dans un couple, qu'est-ce qu'on se doit ? Qu'est-ce qu'on se donne ? Sandra est une écrivaine reconnue et son mari fait classe à leur fils à la maison, tout en essayant d'écrire lui aussi. Les rôles sont inversés, je montre une femme qui, en assumant totalement sa liberté et sa volonté, crée un déséquilibre. L'égalité dans le couple est une utopie magnifique mais très difficile à obtenir, et Sandra décide de prendre sans demander, sachant très bien que sinon on ne lui donnera rien. Le couple, c'est des tentatives de démocratie qui sont sans cesse interrompues par des pulsions dictatoriales. Et ici, c'est presque devenu une guerre, avec une dimension de rivalité. Ils se sont piégés et quelque chose a été perdu, parce que personne n'a rien voulu lâcher, même si, dans la scène de dispute, ils continuent à se dire la vérité, donc pour moi il restait de l'amour. »

Sandra Hüller, découverte dans la comédie *Toni Erdmann*, est impressionnante en femme indépendante, guère encline à se dévoiler malgré elle et qui semble jugée plus pour ce qu'elle est que pour ce qu'elle aurait fait. Il y a de vieux restes de sexisme dans la manière dont la moindre de ses paroles ou de ses actions est étudiée voire volontairement déformée. L'actrice a une opacité qui lui permet de rendre crédible l'idée qu'elle aurait tué son mari, avec préméditation ou non, mais

aussi le contraire, tant ce qui se dégage de l'intériorité du personnage rend peu vraisemblable des intentions meurtrières.

« J'avais envie de retravailler avec elle, après *Sybil* où elle ne tenait qu'un rôle secondaire. J'ai écrit pour elle et elle le savait. Cette femme est jugée aussi pour la façon qu'elle a de vivre sa sexualité, son travail, sa maternité et je pensais qu'elle apporterait une complexité au personnage. C'est quelqu'un qui ancre le moindre dialogue artificiel dans une réalité qui passe par elle, ou bien elle le rejette et me le renvoie à la figure ! C'est très vivant, en tout cas ! »

Swann Arlaud est d'une grande sobriété en avocat chargé de sa défense. Pas d'effets de manche dans ses plaidoiries à l'humilité touchante, au contraire du registre d'Antoine Reinartz diabolique en avocat général qui cherche constamment à la déstabiliser. Les échanges lors du procès ont quelque chose de chaotique qui le rend constamment vivant, à l'image de la réalité de l'appareil judiciaire français, une quête de réalisme aux conséquences inattendues pour la réalisatrice :

« Nous avons été conseillés par l'avocat pénaliste Vincent Courcelle-Labrousse, qu'on appelait tout le temps pour nous aider sur les aspects techniques. Ce qui nous a surpris, c'est le côté un peu bordélique d'un procès en France, contrairement aux États-Unis où la parole est distribuée de façon plus rigide. Cet aspect m'a permis de prendre le contre-pied du film de procès américain, plus spectaculaire. Je ne voulais pas de combat de coq entre eux. Le personnage de Swann n'est pas un virtuose du barreau, il est bon mais pas idéalisé. Il a une appréhension, du fait qu'il connaît sa cliente avec qui il a eu une aventure. Antoine est comme le grand méchant, très séduisant, retors, flamboyant. Il apporte une dimension d'arène au tribunal. »

Il faut enfin saluer la performance du très jeune Milo Machado Graner qui rend justice aux lourds questionnements de Daniel, placé devant un choix cornélien terrible, comme s'il devait choisir entre son père et sa mère. « Il a tout suite été impressionnant. C'est un enfant aux capacités intellectuelles et émotionnelles exceptionnelles, avec une espèce de vibration mélancolique ! » En plaçant le spectateur dans le même état d'incertitude que ses protagonistes, Justine Triet le tient en haleine jusqu'au bout. Une Palme d'or méritée, au-delà de la vaine polémique qui a suivi le discours de la réalisatrice. ■

En salle depuis le 23 août

Un film de Justine Triet et Arthur Harari
Avec Sandra Hüller, Swann Arlaud, Milo Machado Graner
Policier, Drame, Thriller

Rétribution

Une bombe sous le siège

Matt Turner, homme d'affaires installé en Allemagne, dirige avec son ami Anders Mueller une compagnie qui semble florissante. S'il gère avec poigne ses interlocuteurs au téléphone dès potron-minet, il ne prête guère attention au petit-déjeuner qu'il partage avec sa femme, lassée de cette froideur, et leurs enfants. Alors qu'il roule vers un rendez-vous avec son fils et sa fille adolescents assis à l'arrière, il reçoit l'appel d'un inconnu qui le prévient qu'une bombe est cachée sous son siège. La voiture explosera s'il ne répond pas à ses injonctions ou s'il s'arrête... Ce thriller sur les chapeaux de roue permet une nouvelle fois à Liam Neeson de faire briller ses galons de star du cinéma d'action acquis depuis la trilogie *Taken*. On subodore très vite l'identité de son antagoniste, ce qui nuit clairement au suspense, mais l'accent est mis en priorité sur l'efficacité des cascades et autres poursuites qui mettent en avant un Berlin méconnu. Une série B relativement efficace mais banale, qui souffre de twists attendus, du sentimentalisme familial appuyé et d'une intrigue incohérente, à l'image des échanges avec une enquêtrice dépassée qui enchaîne les décisions improbables.



© D.R.



Le Dernier Voyage du *Demeter*

Dracula sur les flots

1897. Le *Demeter* s'échoue sur les rives anglaises. Aucun survivant n'est retrouvé dans l'épave. À bord se trouvait une cargaison dont le contenu s'est avéré mortel pour son équipage. Parmi eux, le capitaine Eliot qui a recensé les terribles événements dans son journal de bord, son petit-fils Toby, son second Wojchek et Clemens, jeune homme aspirant à être médecin, ce qui n'est pas facile au XIX^e siècle lorsqu'on est noir... L'histoire se focalise sur un passage de cinq pages à peine du roman *Dracula* de Bram Stoker, tout juste survolé dans ses précédentes adaptations, celui où est évoquée sa traversée en mer, de la Transylvanie jusqu'au cœur de Londres. Les neuf passagers ne sont pas assez creusés, mais un effroi réel existe grâce à la gestion des attaques sanglantes filmées frontalement. Le mythique vampire n'avait jamais été montré avec une telle férocité, sans la moindre référence à sa part aristocratique. Il manque de la profondeur à ce film d'épouvante pour devenir un classique du genre, mais le spectacle est assuré pour les amateurs, notamment grâce à l'intensité de Javier Botet qu'on devine derrière un maquillage dont il ne se départira jamais.

© D.R.

Cinéma En bref

VINCENT LINDON sera-t-il

À la hauteur devant la caméra des sœurs Delphine et Muriel Coulin (*17 filles*) ? Benjamin Voisin sera son fils dans cette adaptation du roman *Ce qu'il faut de nuit* de Laurent Petitmangin, une chronique familiale sur la nouvelle vie d'un père cheminot et de ses deux fils, endeuillés par le décès de la mère.

BOULI LANNERS, César du

second rôle pour *La Nuit du 12*, sera un eurodéputé dans *Une affaire de principe* d'Antoine Raimbault. Secondé par l'humoriste Thomas VDB et Céleste Brunnquell, il se lance dans une contre-enquête depuis les coulisses du Parlement sur le limogeage, dans la plus grande opacité, du commissaire à la Santé de la Commission européenne...

RÉMY GIRARD, la vedette

des *Invasions barbares*, vient d'en retrouver le réalisateur Denys Arcand pour tourner *Testament*. Il sera un septuagénaire célibataire qui habite dans une maison de retraite située dans un édifice patrimonial mais sa quiétude sera bousculée par de jeunes activistes qui exigent la destruction d'une fresque historique...

KAD MERAD SAUVEUR DE TABLEAUX

Babi Maklouf, le grand-père du réalisateur Élie Chouraqui (*Les Marmottes*), a été le chauffeur de l'équipe supervisée par le conservateur Jacques Jaujard qui, dès mai 1940 a caché des milliers de chefs-d'œuvre réunis au Louvre, dont *La Joconde*, les sauvant ainsi des griffes des Nazis. Après un long voyage, ils ont été préservés dans un château du Lot jusqu'à la fin de la guerre. Élie Chouraqui a raconté cette histoire dans la bande dessinée *Le Héros du Louvre* (éditions Glénat), qu'il va bientôt adapter en film. Kad Merad sera ce juif marocain dont le père est mort en combattant pour

la France durant la guerre de 14-18 et devenu gardien dans ce musée. Il effectuera son long voyage à travers la France en compagnie de Ben Attal (le fils de Charlotte Gainsbourg et Yvan Attal), Marie Gillain, Bernard Le Coq, Jean-Hugues Anglade et Chantal Ladesou.

AMERICAN DOCUMENTARISTE

Richard Gere devrait retravailler avec Paul Schrader qui l'avait déjà dirigé dans *American Gigolo* sorti en 1980 et avec qui il n'avait pas tourné depuis ! Ces retrouvailles tardives se feront pour l'adaptation du roman *Oh, Canada (Foregone)* de Russell Banks publié en 2022 chez Actes Sud. Au seuil de la mort, Leonard Fife, un célèbre documentariste, accepte d'être filmé pour une interview menée par un de ses disciples dont il va déjouer les attentes. Après une vie de mensonges, il entend lever le voile sur ses secrets mais, sous l'effet de l'aggravation rapide de son état, sa confession ne ressemble pas à ce que lui-même avait prévu. Paul Schrader avait déjà adapté le romancier disparu en janvier dernier pour le drame *Affliction* en 1997.

DE LA LITTÉRATURE SOUS LE VOILE

Les actrices iraniennes Golshifteh Farahani et Zar Amir-Ebrahimi (prix d'interprétation à Cannes en 2022 pour *Les Nuits de Masshad*) mènent toutes deux leur carrière en exil de leur pays de naissance. Elles seront réunies dans l'adaptation pour le grand écran de l'essai autobiographique *Lire Lolita à Téhéran* d'Azar Nafisi, publié en 2003. Contrainte de démissionner de l'université de Téhéran sous la pression des autorités, cette jeune enseignante a réuni chez elle clandestinement pendant près de deux ans sept de ses étudiantes pour découvrir de grandes œuvres de la littérature occidentale. Certaines étaient issues de familles conservatrices et religieuses, d'autres de milieux progressistes et laïcs. Une expérience unique qui leur a permis, grâce à la lecture de *Lolita* ou de *Gatsby le Magnifique*, de remettre en question la situation révolutionnaire de leur pays. Le film sera dirigé par l'Israélien Eran Riklis (*La Fiancée syrienne* et *Les Citronniers*).

SEXAGENAIRE MAIS GRANDE NAGEUSE !

Annette Bening (*American Beauty*) tiendra le rôle-titre du biopic *Nyad* de Jimmy Chin et Elizabeth Chai Vasarhelyi où elle jouera cette nageuse américaine nommée Diana Nyad qui, à 64 ans, aidée par sa meilleure amie (incarnée par Jodie Foster) et un équipage de 35 supporters dévoués dont l'anglais Rhys Ifans, fut la première personne à accomplir le voyage de 161 km de Cuba à la Floride, à travers des méduses venimeuses et des eaux infestées de requins.

BORDEAUX VENTES DU 14 SEPTEMBRE 2023, À 15 H

N° ROLE	DÉTAIL DE LA VENTE	AVOCAT	NATURE DES BIENS	COMMUNE	ADRESSE	MISE À PRIX
22/89	EJG 28-07-2023	SCP JOLY - CUTURI - WOJAS - REYNET, DYNAMIS AVOCATS	MAISON	CABANAC-ET-VILLAGRAINS	6 bis route des Résiniers	130 000 €
23/21	EJG 28-07-2023	ABR & ASSOCIÉS (REDLINK NOUVELLE-AQUITAINE)	MAISON D'HABITATION	SAINT-VIVIEN-DE-MÉDOC	7-9 rue François-Dilleman	80 000 €
23/55	EJG 11-08-2023	CABINET LEXIA	MAISON D'HABITATION	SAINT-CIERS-D'ABZAC	90 rue de Sicot	60 000 €

E-mail : annonces-legales@echos-judiciaires.com - Plateforme : annoncelegalepro.echos-judiciaires.com

Les ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS, hebdomadaire habilité à publier les Annonces Légales et Judiciaires sur le département de la Gironde.

Toute reproduction même partielle des avis, annonces et insertions publiées sous cette rubrique, est formellement interdite, sous quelque forme que ce soit, sous peine de poursuites judiciaires. Selon l'arrêté du 27 décembre 2022 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000046848959>) :

Le tarif des annonces judiciaires et légales est fixé à 0.183 euro HT le caractère pour le département de la Gironde.

Par dérogation aux dispositions de l'article précédent, les annonces mentionnées ci-dessous font l'objet en 2023 d'une tarification forfaitaire, selon les modalités suivantes :

- Le tarif des annonces légales relatives à la constitution de sociétés est établi suivant la forme de la société, comme mentionné dans l'article 3 de l'arrêté
- Le tarif des annonces légales relatives à l'acte de nomination des liquidateurs des sociétés commerciales est de 149 euros HT pour le département de la Gironde ;
- Le tarif des annonces légales relatives à l'avis de clôture de la liquidation des sociétés commerciales est de 108 euros HT pour le département de la Gironde ;
- Le tarif des annonces légales relatives aux jugements d'ouverture des procédures collectives régies par les titres II, III et IV du livre VI du code de commerce est de 64 euros HT pour le département de la Gironde ;
- Le tarif des annonces légales relatives aux jugements de clôture des procédures collectives régies par les titres II, III et IV du livre VI du code de commerce est de 35 euros HT pour le département de la Gironde ;

Les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1^{er} de la loi du 4 janvier 1955 susvisée et régie par le décret du 28 décembre 2012 susvisé (<https://actulegales.fr/>).

VENTES AUX ENCHÈRES



DROUINEAU 1927
Association d'Avocats à Responsabilité Professionnelle Individuelle
22 bis Rue Arsène Orillard - BP 83
86003 POITIERS
Tél. 05 49 88 02 38 - Fax. 05 49 88 98 96
avocat@drouineau1927.fr

REPORT DES DATES DE VISITE AUX 28 et 29 août 2023 de 10h00 à 12h00

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

L'adjudication aura lieu au Palais de Justice de BORDEAUX
30 rue des Frères Bonies

MAISON DE PLAIN PIED

COMMUNE DE NOAILLAN (33730)
1 rue de la Serre, section : B n°349, B n°1197, B n°1199, B n°1201, B n°1203

MISE À PRIX DE : 62.000 EUROS

ADJUDICATION LE
JEUDI 7 SEPTEMBRE 2023 À 15H00

DESCRIPTION :

COMMUNE DE NOAILLAN (33730) une maison de plain pied 1 rue de Lasserre
Et comprenant :
Extérieur :
- jardin - petit entrepôt dépourvu de toit - un mobil-home - une terrasse à l'arrière de la maison - une pergola - un receveur d'eaux pluviales
A l'intérieur :
- entrée - WC - salon - cuisine avec accès à la terrasse - espace buanderie avec douche à l'italienne - couloir - salle d'eau - quatre chambres - une chambre/bureau
Figurant au cadastre de la manière suivante :

- section B n°349 pour 28ca - section B n°1197 pour 01a 54ca - section B n°1199 pour 01a 00ca - section B n°1201 pour 02a 67ca - section B n°1203 pour 09a 60ca

Précision d'occupation : la maison est occupée par les propriétaires.

CONDITIONS DE LA VENTE :

Tout intéressé peut prendre communication du cahier des conditions de vente au greffe du juge de l'exécution du Tribunal Judiciaire de BORDEAUX, Palais de justice ou au cabinet de l'avocat poursuivant.

Les enchères doivent être portées par ministère d'avocat inscrit au Barreau de BORDEAUX.

La visite réalisée par la SELARL Wlostowicer - Zanello - Ferreira, Commissaire de justice demeurant 25 rue Carnot à SAINT-MACAIRE (33490) (05.59.63.04.34) prévue les 16 et 17 août 2023 de 10h00 à 12h00 est reportée aux 28 et 29 août de 10h00 à 12h00.

La vente aura lieu le jeudi 7 septembre 2023 à 15h00 en un seul lot sur la mise à prix de :

62.000,00 euros (SOIXANTE DEUX MILLE EUROS)

Frais en sus.

Fait à BORDEAUX, le 14 août 2023

Signé : Maître Pierre-Jean PEROTIN, demeurant 11 rue Boudet à BORDEAUX (33300), Avocat au Barreau de BORDEAUX

L23EJ38068

POUR TOUTES
VOS ANNONCES LÉGALES

05 56 52 32 13

annonces-legales@echos-judiciaires.com

Me Charles PAUMIER
Avocat au Barreau de BORDEAUX
11, rue Calvé 33000 BORDEAUX
Tel 05 56 00 64 66 - avocat-paumier.fr

VENTE AUX ENCHERES PUBLIQUES

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BORDEAUX rue des Frères Bonie salle B

LOGEMENT DE TYPE T1 à usage de Bureau

sis à MERIGNAC (33700), 8 Allée des Acacias

MISE A PRIX : 31.900 €

**ADJUDICATION SUR SURENCHERE
JEUDI 12 OCTOBRE 2023 À 15H**

DESIGNATION : cadastré Section HH n°122 lieudit «8 allée des Acacias» pour 24a 19ca, Section HH n°123 même lieudit pour 27a 79ca

DESCRIPTION SOMMAIRE : Logement de Type T1 à usage de Bureau (lot n°7) sis à MERIGNAC (33700), 8 Allée des Acacias, composé d'une entrée, d'un bureau, d'une kitchenette, d'une salle de bain avec baignoire et d'un WC.

IMPORTANT : S'adresser pour de plus amples renseignements à Maître Charles PAUMIER, Avocat du surenchérisseur, lequel, comme tous les autres Avocats au Barreau de Bordeaux, pourra être chargé d'enchérir pour toutes personnes solvables. Le cahier des conditions de vente et le PV descriptif peuvent être consultés au Greffe du Juge de l'exécution du Tribunal Judiciaire de Bordeaux, rue des Frères Bonie, (RG : 23/00004) ainsi qu'au cabinet d'avocat du surenchérisseur Maître Charles PAUMIER, avocat-paumier.fr.

VISITE SUR PLACE : 31 AOÛT 2023 de 10h à 12h

Bordeaux, le 24 juillet 2023 - Signé : Me Charles PAUMIER

L23EJ32449

SCP JOLY-CUTURI-WOJAS-REYNET - DYNAMIS AVOCATS,
27 Rue Boudet - CS 32048 - 33001 BORDEAUX CEDEX
TEL : 05 57.14.46.40 - FAX : 05.57.85.82.26
Site rubrique «Ventes aux enchères» : www.dynamis-avocats.com

VENTE AUX ENCHERES

AU TRIBUNAL JUDICIAIRE DE BORDEAUX
30 RUE DES FRERES BONIE

IMMEUBLE

sis à LE BARP (33114), Zone Industrielle et Artisanale de Bric en Bruc,
3 avenue du Médoc

MISE A PRIX : 50.000 €

LE 19 OCTOBRE 2023 À 15 HEURES

POURSUIVANT : BANQUE CIC SUD OUEST, Société anonyme au capital de 258 498 240 €, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX sous le numéro 456 204 809, dont le siège social est 20 Quai des Chartrons 33058 BORDEAUX, prise en la personne de son représentant légal domicilié en cette qualité audit siège ayant pour avocat Maître Carolina CUTURI-ORTEGA avocat au barreau de Bordeaux, associée de la SCP JOLY-CUTURI-WOJAS-REYNET - DYNAMIS AVOCATS, 27 Rue Boudet - CS 32048 - 33001 BORDEAUX CEDEX élisant domicile au Cabinet dudit Avocat, se constituant sur les présentes

DESIGNATION : cadastré section BZ 22 (anciennement F 912) pour 50a

DESCRIPTION SOMMAIRE : hangar, WC, 3 pièces, bâti en parpaings

IMPORTANT : Cahier des conditions de la vente consultable au greffe du juge de l'exécution ou au cabinet d'avocats poursuivant la vente, qui, comme tous les avocats inscrits au Barreau de BORDEAUX pourra porter les enchères. Rens. tél. au 05 57.14.46.40 le lundi et le mardi de 15H à 17H et sur le site www.dynamis-avocats.com rubrique « Ventes aux enchères »

VISITES : 05/10/2023 de 10h à 12h & 12/10/2023 de 10h à 12h

RG : 23/00011

L23EJ38355

Cabinet FORZY - BOCHE-ANNIC - MICHON
Avocats à la Cour
89 Rue Judaique - B.P. 577 - 33006 Bordeaux Cédex
Tél. : 05.56.24.28.41.
Email : secretariat.sbm@sbmavocats.fr

VENTE AUX ENCHERES

A l'audience publique des criées du Tribunal Judiciaire de Bordeaux,
siégeant dite ville, au Palais de Justice, Rue des Frères Bonie.

MAISON A USAGE D'HABITATION, CHAIS, GARAGES ET JARDIN ARBORE CLOS

Situés commune de BORDEAUX - CAUDERAN (33200), 161 Rue des Orangers
(Section YE, numéro 78 pour 20 a 53 ca, divisible - entrée + 2 pièces
4 chambres - salle de bains - cuisine - couloir - W.C. - salle d'eau - chais
garages et jardin arboré clos)

MISE A PRIX : 750.000 €

ET A DEFAUT D'ENCHERES,
BAISSES SUCCESSIVES PAR TRANCHE DE 10.000 €,
SANS TOUTEFOIS POUVOIR ALLER EN DEÇA DE 690.000 €

**AUDIENGE DU
JEUDI 5 OCTOBRE 2023 À 15 HEURES**

Le cahier des conditions de vente peut être consulté au Cabinet de l'Avocat poursuivant.

Il est précisé que les enchères ne pourront être portées que par un avocat inscrit au Barreau de Bordeaux.

VISITES : SUR PLACE

- Jeudi 21 septembre 2023 de 10 heures à 12 heures

- Jeudi 28 septembre 2023 de 10 heures à 12 heures

L23EJ37438

APPELS D'OFFRES - AVIS D'ENQUÊTE

GIRONDE

AVIS D'APPEL PUBLIC A LA CONCURRENCE TRAVAUX

• Nom et adresse officiels de l'organisme acheteur :

SIAEPA de GRIGNOLS - LERM ET MUSSET (Gironde)

Hôtel de Ville

33690 GRIGNOLS

• Mode passation :

PROCEDURE ADAPTEE EN APPLICATION DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE

• **Objet du Marché :**

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Tranche : 2010 - 39

Forage

• Lieu d'exécution :

COMMUNE DE CAUVIGNAC

• Caractéristiques principales :

Forage : profondeur 120 ml

• Critères de sélection des candidatures et des offres :

CEUX FIXES AU REGLEMENT DE LA CONSULTATION

• Date limite de réception des offres :

19 Septembre 2023 - 12 Heures

• Date d'envoi du présent avis à la publication :

22 Août 2023

• Adresse auprès de laquelle les documents peuvent être obtenus :

- Téléchargeable sur le profil acheteur du Maître d'Ouvrage :

<https://demat.centraledesmarches.com>

• Adresse auprès de laquelle des renseignements peuvent être obtenus :

SIAEPA de GRIGNOLS - LERM ET MUSSET

Hôtel de Ville - 33690 GRIGNOLS

Tel : 05 56.65.01.23

Courriel : aepgrignols@wanadoo.fr

L23EJ38305

WWW.ECHOS-JUDICIAIRES.COM

Publication effectuée en application des articles L 141-1 et R 142-3 du Code Rural et de la Pêche Maritime

La Safer Nouvelle-Aquitaine se propose, sans engagement de sa part, d'attribuer par rétrocession, échange ou substitution tout ou partie des biens suivants :

AS 33 22 0013 01 Une parcelle en nature de prairie **SAINT-DENIS-DE-PILE** 6 ha 25 a 31 ca - 'Le champ de l'ombrière': YH- 72 Zone A du PLU (SAINT-DENIS-DE-PILE)

AS 33 23 0022 01 Parcelles de vignes et prés **SAINT-MARTIAL** 8 ha 32 a 12 ca - 'Champ de lucas': ZC- 26(A)[F1]- 26(A)[F2]- 26(B)[F1]- 26(B)[F2] - 'Clos de la chapelle': ZB- 32 Zone A du PLU (SAINT-MARTIAL)

AS 33 23 0252 01 Parcelles de prés **SALLEBOEUF** 3 ha 67 a 53 ca - 'Pradinot': Al - 161- 257[162] RNU (SALLEBOEUF) Situation locative : Loué sur la totalité

AS 33 23 0279 01 Parcelles de prés **SALLEBOEUF** 3 ha 67 a 53 ca - 'Pradinot': Al - 161- 257[162] RNU (SALLEBOEUF) Situation locative : Loué sur la totalité

AS 33 23 0276 01 Prés et bois, bâtiment d'habitation et dépendances. **CUDOS** 10 ha 25 a 44 ca - 'Monon': F- 270- 271(J)- 271(K)- 272(J)- 272(K)- 273- 274- 275- 276- 277 - 278- 955[279](J)- 955[279](K) PLU Zone N (CUDOS)

AS 33 23 0281 01 Une propriété agricole comprenant terres, prés, maisons d'habitation, bâtiments agricoles **BRAUD-ET-SAINT-LOUIS** 36 ha 14 a 30 ca - 'La saint fort': ZL- 29- 30- 31 SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE 31 ha 37 a 50 ca - 'Le bot sud': ZV- 31[1] - 'Les petites calonges': ZV- 5- 39[6](A)- 39[6](B)- 39[6](Z)- 40[6] Ap et zone rouge du PPRI (BRAUD-ET-SAINT-LOUIS) / A et N du PLU; zone rouge du PPRI (SAINT-CIERS-SUR-GIRONDE)

Les informations sur les risques auxquels ces biens seraient exposés sont disponibles sur le site : <http://www.georisques.gouv.fr/>

Les personnes intéressées devront manifester leur **candidature, au plus tard le 11/09/2023** : par écrit en précisant leurs coordonnées téléphoniques, prioritairement auprès du service départemental de la Safer Nouvelle-Aquitaine - 16, Avenue de Chavaillès CS 10235 - 33525 BRUGES - Tel : 05 56 69 29 99 où des compléments d'information peuvent être obtenus, (ou au siège de la Safer Nouvelle-Aquitaine - 16, Avenue de Chavaillès - 33525 BRUGES), ou par voie dématérialisée sur le site <http://www.saferna.fr/>.

L23EJ38362

COMMUNE DE MIOS

AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Projet de modification n°2 du PLU de Mios

Le public est informé qu'il sera procédé à une enquête publique sur le projet de modification n°2 du plan local d'urbanisme (PLU) de la commune de Mios, du lundi 11 septembre 2023 au mardi 10 octobre 2023 inclus, soit pendant 30 jours consécutifs.

Messieurs Yves LE CANN et Bernard LESOT ont été respectivement désignés commissaire enquêteur et commissaire enquêteur suppléant par la présidente du tribunal administratif de Bordeaux par décision en date du 29 juin 2023.

Les pièces du dossier et un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront tenues à la disposition du public en mairie de Mios, pendant la durée de l'enquête, du lundi 11 septembre 2023 au mardi 10 octobre 2023 inclus :

Les lundis, mardis, mercredis, jeudis et vendredis de 8 heures 30 à 12 heures et de 13 heures 30 à 17 heures.

Le public pourra prendre connaissance du dossier et consigner ses observations, propositions et contre propositions, sur le registre ouvert à cet effet ou les adresser par correspondance au commissaire enquêteur à la mairie de Mios (Place du XI Novembre - BP 13 - 33380 MIOS).

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la mairie de Mios dès la publication du présent avis. Il sera, en outre, également disponible durant l'enquête publique sur le site internet de la commune à l'adresse suivante : <https://www.villemios.fr>.

Les observations, propositions et contre propositions pourront également être déposées par courrier électronique envoyé à modificationPLU2023@villemios.fr, au plus tard le mardi 10 octobre à 17 heures, jour et horaire de clôture de l'enquête publique.

Les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête.

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public à la mairie de Mios pour recevoir les observations écrites ou orales du public lors de permanences aux jours et heures suivants :

- Le lundi 11 septembre 2023 de 9 heures à 12 heures,
- Le mercredi 20 septembre 2023 de 14 heures à 17 heures,
- Le vendredi 29 septembre 2023 de 14 heures à 17 heures,
- Le mardi 10 octobre 2023 de 14 heures à 17 heures.

À l'issue de l'enquête, une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée à la mairie de Mios et à la préfecture pour y être tenue, sans délai, à la disposition du public pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête. Il sera également publié sur le site internet <https://www.villemios.fr>.

À l'issue de l'instruction, le conseil municipal devra se prononcer par délibération sur l'approbation du PLU, éventuellement modifiée au vu des conclusions de l'enquête publique.

Les informations relatives à ce dossier peuvent être demandées auprès du service urbanisme de la mairie de Mios : 05 57 17 10 52.

Le présent avis sera affiché en mairie et mairie annexe de Lacanau de Mios.

Le Maire de Mios,

Cédric PAIN.

L23EJ38034

**DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER
SERVICE DES PROCÉDURES ENVIRONNEMENTALES
AVIS D'ENQUÊTES PUBLIQUES**

SEM INCITE

**Projet d'aménagement du centre ville de Castillon-la-Bataille
Ouverture d'enquêtes publiques conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux et parcellaire**

Par arrêté préfectoral en date du 7 août 2023 le Préfet de la Région Nouvelle-Aquitaine, Préfet de la Gironde, a prescrit les enquêtes publiques conjointes préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire concernant les travaux d'aménagement du centre de Castillon-la-Bataille et l'acquisition des parcelles nécessaires à la réalisation de cette opération.

Ces enquêtes se dérouleront du 11 au 27 septembre 2023 inclus.

Monsieur Jean-Pierre CHARLES, Ingénieur EDF retraité, est désigné en qualité de Commissaire enquêteur.

Les personnes intéressées pourront pendant la période indiquée ci dessus prendre connaissance des dossiers d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique et parcellaire : en Mairie de Castillon-la-Bataille (Accueil de l'Hôtel de Ville, 25 place du Maréchal de Turenne 33350 Castillon-la-Bataille), du lundi au mercredi de 8h45 à 12h30 et de 13h30 à 17h00, le jeudi de 8h45 à 12h30 et de 13h30 à 19h00 et le vendredi de 8h45 à 12h30.

Des observations pourront être consignées par écrit sur les registres d'enquête ou être adressées par correspondance au Commissaire enquêteur, en Mairie de Castillon-la-Bataille.

En outre, le Commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public les :

- Mardi 12 septembre de 9h30 à 12h30
- Jeudi 21 septembre de 16h00 à 19h00
- Mercredi 27 septembre de 14h00 à 17h00

Le rapport et les conclusions établis par le Commissaire enquêteur dans le délai d'un mois à compter de la fin de l'enquête publique préalable à la déclaration d'utilité publique seront tenus à la disposition du public en Mairie de Castillon-la-Bataille, et ce pendant un délai d'un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Ces documents seront également transmissibles à toute personne intéressée qui en fera la demande au Préfet de la Gironde - Direction Départementale des Territoires et de la Mer de la Gironde (Service des Procédures Environnementales - Cité administrative - B.P. 90 - 33090 BORDEAUX Cedex), où ils seront de même consultables.

Notification du dépôt du dossier d'enquête parcellaire en Mairie sera faite aux propriétaires intéressés sous pli recommandé avec demande d'avis de réception.

A l'issue de l'enquête parcellaire, dans un délai de 30 jours, le Commissaire enquêteur communiquera au Préfet de la Gironde le procès-verbal de la consultation publique et son avis sur l'emprise des ouvrages projetés.

PUBLICITÉ COLLECTIVE

En exécution des articles L.311-2 et L.311-3 du code de l'expropriation, le public est informé que :

«LES PERSONNES INTÉRESSÉES AUTRES QUE LE PROPRIÉTAIRE, L'USUFRUITIER, LES FERMIERS, LES LOCATAIRES, LES PERSONNES QUI ONT DROIT D'EMPHYTEOSE D'HABITATION OU D'USAGE ET CELLES QUI PEUVENT RÉCLAMER DES SERVITUDES, SONT TENUES DE SE FAIRE CONNAÎTRE A L'EXPROPRIANT DANS UN DÉLAI D'UN MOIS À DÉFAUT DE QUOI, ELLES SERONT, EN VERTU DES DISPOSITIONS FINALES DES ARTICLES PRÉCITÉS, DÉCHUES DE TOUS DROITS A L'INDÉMNITÉ».

L23EJ37518

ABONNEMENT

PAPIER + WEB

6 MOIS = 48 € TTC 1 AN = 79 € TTC 2 ANS = 119 € TTC

WEB

6 MOIS = 24 € TTC 1 AN = 39 € TTC 2 ANS = 59 € TTC

SOIT 26 NUMÉROS SOIT 52 NUMÉROS SOIT 104 NUMÉROS

NOM _____

PRÉNOM _____

ENTREPRISE _____

ADRESSE _____

EMAIL _____

TEL _____

Adresse de livraison si différente de l'adresse de facturation à compléter et à retourner, accompagné de votre règlement à l'ordre des ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS 106 rue Fondaudège CS 71900 - 33061 BORDEAUX Cedex

CONTACT : CATHERINE DEPETRIS

ABONNEMENT@ECHOS-JUDICIAIRES.COM / 05 57 14 07 55



APPROBATION DE LA MODIFICATION N°1 DU PLU DE LA COMMUNE D'ANDERNOS-LES-BAINS

A l'issue de l'enquête publique unique portant sur la Modification n°1 du PLU et l'instauration d'un Périmètre Délimité des Abords (PDA), le conseil municipal a approuvé la Modification n°1 du PLU de la commune d'Andernos-les-Bains par délibération n° 2023-080 du 03 août 2023.

Cette délibération est affichée en mairie pour une durée minimale d'un mois.

Le dossier de PLU actualisé de la Modification n°1 approuvée ainsi que le rapport du commissaire enquêteur sont tenus à la disposition du public à la mairie d'Andernos-les-Bains aux jours et horaires habituels d'ouverture du service urbanisme, et sur le site Internet de la commune.

L23EJ23281

CRÉANCES SALARIALES



AVIS DE DÉPÔT D'ÉTAT DE CRÉANCES SALARIALES

Conformément aux dispositions des articles L. 625-1 & R. 625-1 du Code de commerce, la SELARL EKIP, Mandataire Judiciaire des affaires suivantes :

Greffé n° NOM de l'Affaire - Adresse : Date Jugt :

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BORDEAUX LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIÉE

2022 J00228 **EURL POM'VERT**, 1 Avenue de l'Europe 33290 LUDON MEDOC 25/01/2023

2023 J00250 **SARL SALON M**, 3 Avenue Jean Jacques Rousseau 33160 SAINT MEDARD EN JALLES 01/03/2023

2022 J00849 **SAS ANGELIQUE RIVAUD**, 13 Rue Gustave Eiffel 33380 MIOS 14/12/2022

2023 J00348 **SARL OENOBUEZ.COM**, 5 Allée de Tourny 33000 BORDEAUX 29/03/2023

2023 J00668 **SASU JD LABEL**, 6 Rue de Leybardie 33300 BORDEAUX 28/06/2023

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BORDEAUX LIQUIDATION JUDICIAIRE

2019 J00355 **SARL PREMI'HOME HABITAT**, 81 Rue Nicot 33000 BORDEAUX 13/03/2019

2022 J00860 **SASU FACADE 3 PLUS**, 17 Rue des Fougères ZI de la Lande, 33450 SAINT LOUBES 27/12/2022

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LIBOURNE LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIÉE

2023.1 **SARL MELISSAC**, ZAC de la Garosse, Ctre Ccial 33240 SAINT ANDRE DE CUBZAC 09/01/2023

2023.66 **SARL Chez Sabrina et Mathieu**, 9 Route de Coutras 33230 LAGORCE 17/04/2023

2022.129 **Mr SISOMVANG Jean-Vincent**, 4 Place Abel Surchamp 33500 LIBOURNE 28/11/2022

2023.58 **EURL WINNER FINANCE CONSEIL**, 100 ZI d'Eygretreau BP 90012, 33230 COUTRAS 05/04/2023

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BORDEAUX LIQUIDATION JUDICIAIRE

2022.110 **SARL AGC SERVICES**, ZA les Dagueys, 5 Rue François Vidal, 33500 LIBOURNE 07/11/2022

2022.108 **SARL AGC**, ZA les Dagueys, 5 Rue François Vidal, 33500 LIBOURNE 07/11/2022

Vous informez que l'ensemble des relevés de créances salariales a été déposé au Tribunal de Commerce de Libourne, au Tribunal de Commerce de Bordeaux.

Rappelle que le délai de forclusion prévu à l'article L.625-1 du Code de Commerce court à compter de la présente publicité. Le salarié dont la créance ne figure pas en tout ou partie sur un relevé, peut saisir, à peine de forclusion, le Conseil des Prud'hommes dans un délai de deux mois à compter de la publicité.

L23EJ38204

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
POUR ÊTRE BIEN INFORMÉS

ABONNEZ-VOUS !



AVIS DE DÉPÔT D'ÉTAT DE CRÉANCES SALARIALES

Conformément aux dispositions des articles L. 625-1 & R. 625-1 du Code de commerce, la SELARL EKIP, Mandataire Judiciaire des affaires suivantes :

Greffé n° NOM de l'Affaire - Adresse : Date Jugt :

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BORDEAUX LIQUIDATION JUDICIAIRE

2023 J00486 **SARL SUD OUEST ETUDE MONTAGE** Av Ferdinand de Lesseps, 33610 CANEJAN 03/05/2023

TRIBUNAL DE COMMERCE DE BORDEAUX LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIÉE

2022 J00783 **SAS LOCAFOODIES**, 44 Rue Camille Godard 33000 BORDEAUX 23/11/2022

2022 J00815 **SARL BOOM BOOM CONCEPT**, 67 Rue de la Tour Gueyraud, 33560 SAINTE EULALIE 30/11/2022

2023 J00438 **SAS CRYO IMPULSE**, 309 Bis Av du Médoc 33320 EYSINES 19/04/2023

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LIBOURNE LIQUIDATION JUDICIAIRE SIMPLIFIÉE

2022.103 **SARL DE LA PEYRONNE**, 72 Av des Côtes du Bourg 33710 TAURIAUC 07/11/2022

2023.27 **SARL NBC2**, 20 Zone Commerciale de l'Atelier 33230 COUTRAS 20/02/2023

2023.84 **SARL MAITRISE GROUP**, 1026 Rue du Château d'Eau 33620 LARUS-CADE 15/05/2023

2023.25 **Mr EYRAUT Pierre** 6 Bis Gourdet 33620 SAINT MARIENS 20/02/2023

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LIBOURNE LIQUIDATION JUDICIAIRE

2023.23 **SARL FL BAT**, 1 ZA La Palue 33240 CUBZAC LES PONTS 20/02/2023

TRIBUNAL DE COMMERCE DE LIBOURNE REDRESSEMENT JUDICIAIRE

2023.65 **SASU BRUNET SOLUTIONS**, Parc Économique Gironde Synergies, l'Agora Bât C 33820 SAINT AUBIN DE BLAYE 17/04/2023

Vous informez que l'ensemble des relevés de créances salariales a été déposé au Tribunal de Commerce de Libourne, au Tribunal de Commerce de Bordeaux.

Rappelle que le délai de forclusion prévu à l'article L.625-1 du Code de Commerce court à compter de la présente publicité. Le salarié dont la créance ne figure pas en tout ou partie sur un relevé, peut saisir, à peine de forclusion, le Conseil des Prud'hommes dans un délai de deux mois à compter de la publicité.

L23EJ38205

CONSTITUTIONS



16 cours Portal
33000 BORDEAUX

Avis est donné de la constitution de la société **JAMOYA REAL ESTATE**, Société civile immobilière - CAPITAL : 1.000 €, en numéraire - OBJET : Acquisition et vente d'immeubles et terrains ; entretien, réparation, aménagement et édification de constructions - SIEGE: 29 rue Edison (33400) TALENCE - DUREE : 99 ans - R.C.S. Bordeaux

GERANT : SAS JAMOYA CONSULTING dont le siège social se situe 29 rue Edison (33400) TALENCE - RCS Bordeaux 899 050 884

Les cessions de parts sont libres entre associés et les cessions de parts entre tiers sont soumises à l'agrément de l'AGE. L23EJ38096

Aux termes d'un ASSP en date du 31/07/2023, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : **SCI LA BRECHE IMMO**

Objet social : La Société a pour objet :

- la location de tous biens mobiliers et immobiliers construits, à construire ou en cours de construction, en pleine propriété, nue-proprété ou usufruit;

- l'acquisition par voie d'achat ou d'apport de tous biens mobiliers et immobiliers construits, à construire ou en cours de construction, en pleine propriété, nue-proprété ou usufruit;

- la mise en valeur, la transformation, l'aménagement, la gestion par location ou autrement desdits biens acquis;

- éventuellement et exceptionnellement l'aliénation du ou des immeubles devenus inutile à la Société, au moyen de vente, échange ou apport en société;

- l'emprunt de tous fonds nécessaires à la réalisation de cet objet, ainsi que l'octroi à titre accessoire ou exceptionnel, de toutes garanties à des opérations conformes au présent objet, et susceptibles d'en favoriser le développement;

- et généralement la réalisation de toutes opérations quelconques pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus défini, pourvu que ces opérations ne modifient pas le caractère civil de la Société.

Siège social : 14 chemin de curat, 33680 LACANAU

Capital : 1 000 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS BORDEAUX

Co-gérance : Madame QUESTE VANESSA, demeurant 14 chemin de curat, 33680 LACANAU et Madame KOPYTKO Sarah, demeurant 14 chemin de curat, 33680 LACANAU

Clause d'agrément : Cession soumise à agrément comme défini dans les statuts TITRE IV - ARTICLE 13

Vanessa QUESTE

L23EJ38137

AVIS est donné de la constitution de la SAS **PIXELLES**

CAPITAL : 40.000 €

SIÈGE : 65 bis, rue de Malbos à MERIGNAC (33700)

OBJET (indiqué succinctement) : La détention et la gestion de titres de participation, la prise de participation dans toutes entités juridiques ; Les services divers aux entreprises, particulièrement aux sociétés du même groupe et notamment mais non exclusivement dans la gestion commerciale, administrative, informatique, comptable et financière, l'animation de ces sociétés ;

PRESIDENT : Aurélie DEHOUCK demeurant 65 bis, rue de Malbos à MERIGNAC (33700)

DIRECTEUR GENERAL : Virginie LAFON demeurant 3, rue des Bergeronnettes à GRADIGNAN (33170)

DURÉE : 99 ans

R.C.S. : BORDEAUX

L23EJ38143

Suivant acte reçu par Me Benjamin BOUJARD, notaire à SAINT-LOUBÈS, le 11 août 2023, a été constituée la société civile dénommée «**MA FAMILLE**», siège social : AMBARES ET LAGRAVE (33440), 23 b rue de Merlet.

Capital social : CENT EUROS (100,00 €), divisé en 100 parts sociales de UN EUROS (1,00 €) chacune, numérotées de 1 à 100,

Objet social : L'acquisition, l'administration et l'exploitation par bail, location ou autrement, de tous les immeubles bâtis ou non bâtis, dont la société pourrait devenir propriétaire par voie d'acquisition, d'apport, d'échange ou autrement.

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au R.C.S. DE BORDEAUX

Cessions de parts soumises à l'agrément des associés.

Nommé(s) premiers gérants de ladite société :

- Monsieur Mathieu Henri CASSOU, notaire, demeurant à AMBARES ET LAGRAVE (33440), 23 b rue de Merlet.

- Madame Marie-Anne Béatrice ESQUIE, avocate, demeurant à AMBARES ET LAGRAVE (33440), 23 b rue de Merlet.
L23EJ38162

Gérant : Monsieur JULES DUPONT, demeurant 76 ROUTE DE PLASSAN, 33340 Lesparre Médoc

La société sera immatriculée au RCS de Bordeaux.

Pour avis.

L23EJ38184

Par acte SSP du 12/07/2023, il a été constitué une SAS dénommée : **L'OLIVERAIE OCEANE** Siège social : 88 Rue Jacques Yves Cousteau, 33910 SAINT-CIERS-D'ABZAC Capital : 1.400€
Objet : Plantation et exploitation d'oliviers
Président : M. HUBERT MARTINEZ, 88 Rue Jacques Yves Cousteau, 33910 SAINT-CIERS-D'ABZAC. Admissions aux assemblées et droits de vote : Tout Actionnaire est convoqué aux Assemblées. Chaque action donne droit à une voix.
Clauses d'agrément : Cession d'actions soumise à l'agrément de l'assemblée générale
Durée : 99 ans à compter de l'immatriculation au RCS de LIBOURNE
L23EJ38195

AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué une société par acte sous seing privé, en date du 31 juillet 2023, à CAPIAN.

Dénomination : **FAVROUL IMMOBILIER**.

Forme : Société civile immobilière.

Siège social : 9 route de Langoiran, 33550 CAPIAN.

Objet : L'acquisition, l'administration et la gestion par bail, location ou toute autre forme de tous immeubles et biens immobiliers..

Durée de la société : 99 année(s).

Capital social fixe : 1000 euros

Montant des apports en numéraire : 1000 euros.

Cession de parts et agrément : Les parts sociales ne peuvent être cédées, à titre onéreux ou à titre gratuit, quelle que soit la qualité du cessionnaire, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins la moitié des parts sociales.

Gérant : Monsieur DAVID FAVROUL, demeurant 9 route de Langoiran, 33550 CAPIAN

La société sera immatriculée au RCS de Bordeaux.

Pour avis.

L23EJ38213



AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué, par acte sous seing privé en date du 28/07/2023, à CARIGNAN-DE-BORDEAUX, une SARL de famille qui présente les caractéristiques suivantes :

- Dénomination : **O3T INVEST**.

- Forme : Société à responsabilité limitée.

- Objet : La réalisation de prestations de conseil, consulting, formation et accompagnement auprès des entreprises, des collectivités et autres organismes publics ou privés, principalement en matière de conseils en stratégie, management, administration et gestion d'entreprises, organisation et/ou restructuration d'entreprises, contrôle de gestion, systèmes d'information, ressources humaines, marketing et communication, de la conception à la mise en œuvre ; La prise d'intérêts ou de participations, minoritaire ou majoritaire, dans toutes sociétés ; la gestion et la cession des titres de participation ; L'animation de sociétés ; La participation active à la définition de la stratégie et de la direction des filiales ou participations, ainsi qu'à la conduite de leur politique.

- Durée de la société : 99 années.

- Capital social fixe : 1 275 000 euros.

- Siège social : 4 Allée de Saturne 33360 CARIGNAN-DE-BORDEAUX.

- Gérance : M. Olivier THIEBAUT et Madame Céline WANGERMEZ, demeurant ensemble 4 Allée de Saturne 33360 CARIGNAN-DE-BORDEAUX.

- La société sera immatriculée au RCS de BORDEAUX.

Pour avis.

Le Gérant

L23EJ38263



AVIS DE CONSTITUTION

Il a été constitué par acte sous seing privé, en date du 21/08/2023 à BORDEAUX, une société présentant les caractéristiques suivantes :

- Forme : Société par actions simplifiée

- Dénomination : **EVICO**

- Objet : Création, développement et hébergement de sites internet, marketing digital, référencement et campagne publicitaire sur internet, ventes en ligne.

- Durée de la société : 99 année(s) à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

- Siège social : 16 Place des Quinconces 33000 BORDEAUX

- Capital social fixe : 1.000 euros

- Président de la Société : Monsieur Victor, Emile, Jean-Marie VIENNOT, demeurant 80/82 Rue de la Béchade, Appartement 86, Résidence La Béchade, à BORDEAUX (33000).

- Cession des actions : Tant que la Société demeure unipersonnelle, toutes les cessions d'actions entre vifs s'effectuent librement. Les Cessions d'Actions sont libres entre associés. Elles ne peuvent être cédées à des tiers non associés, qu'avec l'agrément des associés statuant à la majorité requise pour l'adoption des décisions collectives.

- ADMISSION AUX ASSEMBLEES ET DROIT DE VOTE : Tout associé peut participer aux assemblées sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions. Chaque associé dispose d'autant de voix qu'il possède ou représente d'actions.

- La Société sera immatriculée au RCS de BORDEAUX.

Pour avis, le Président

L23EJ38302

LEXCO SOCIÉTÉ D'AVOCATS

46, Route de L'Eperon
97435 SAINT-GILLES-LES-HAUTS

AVIS DE CONSTITUTION

Avis est donné de la constitution par acte sous seing privé en date du 22.08.2023 de la société «**ML INVEST**», société par actions simplifiée au capital de 150 000 € divisé en 1 500 actions de 100 € chacune, entièrement souscrites et libérées par apports en numéraire.

Siège social : 81, Rue Hoche - 33200 BORDEAUX.

Objet : l'acquisition, par voie d'achat, d'échange, d'apport ou autrement, de tous immeubles bâtis et non bâtis ainsi que l'exploitation de tous immeubles bâtis ou non bâtis, partie d'immeubles, biens et droits immobiliers quelconques ; la détention, la gestion et l'administration, notamment par mise en location ou autrement, de tous immeubles ou droits immobiliers, ainsi que l'entretien, l'aménagement et l'édification de toutes constructions ;

Durée : 99 ans.

Président : TBK INVEST, SAS au capital de 3 600 990 €, dont le siège social est fixé au 81, Rue Hoche - 33200 BORDEAUX, RCS de BORDEAUX n° 910 896 307.

Cessions de parts : Les cessions ou transmissions sous quelque forme que ce soit, des actions détenues par l'associé unique sont libres. En cas de pluralité d'associés, la cession ou la transmission de titres de capital et de valeurs mobilières donnant accès au capital à un tiers, y compris le conjoint, l'ascendant ou le descendant d'un associé est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés. Les cessions entre associés sont libres.

Mention sera faite au RCS de BORDEAUX

POUR AVIS

Le Président

L23EJ38319

AVIS DE CONSTITUTION

Aux termes d'un acte sous seing privé en date du 22/08/23 à MERIGNAC il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes :

Forme : SAS

Dénomination sociale : **LIST**

Siège social : 3 RUE DU GOLF 33 700 MERIGNAC

Capital : 1000 euros

Objet social : INGENIERIE LOGISTIQUE

Durée : 99 ans

Président : Pascale HUVELIN demeurant LA GUERIVIERE 44 580 VILLENEUVE EN RETZ nommé pour une durée indéterminée.

La société sera immatriculée au RCS BORDEAUX

Pour avis, le Président

L23EJ38325

Aux termes d'un ASSP en date du 20/07/2023, il a été constitué une SCI ayant les caractéristiques suivantes :

Dénomination sociale : SCI PERRIAT FAMILY

Objet social : La propriété et la gestion, à titre civil, de tous les biens ou droits mobiliers et immobiliers et plus particulièrement de toute prise de participation dans toutes sociétés immobilières et de tous autres biens meubles et immeubles, à quelque endroit qu'ils se trouvent situés.

Siège social : 14 Impasse du Moulet, 33170 GRADIGNAN
Capital : 1 500 €

Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au RCS de BORDEAUX

Co-gérance : M. PERRIAT Hervé, demeurant 14 impasse du Moulet, 33170 GRADIGNAN et Mme CAZORLA Stéphanie, demeurant 14 impasse du Moulet, 33170 GRADIGNAN

Clause d'agrément : Agrément des associés pour toutes cessions. Toutefois interviennent librement les opérations entre associés et leurs descendants.

L23EJ38356



AVIS DE CONSTITUTION : SCI GEBO

Il a été constitué une société par acte sous seing privé, en date du 16 août 2023, à LESPARRE-MEDOC.

Dénomination : **GEBO**.

Forme : Société civile immobilière.

Siège social : 76 ROUTE DE PLASSAN, 33340 Lesparre Médoc.

Objet : - l'acquisition, la gestion, l'exploitation et la mise en valeur notamment par bail, location ou autrement de tous biens et droits immobiliers ainsi que la réalisation de tous travaux de construction, extension, restructuration, aménagement, amélioration, rénovation, entretien ou de réparation de biens et droits immobiliers.

Durée de la société : 99 année(s).

Capital social fixe : 100 euros

Gérant : Monsieur CHARLIE DUPONT, demeurant 76 ROUTE DE PLASSAN, 33340 Lesparre Médoc



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

Bateau Taxi Le Passeur
Société par actions simplifiée
au capital de 1 000 euros
Siège social : 76 boulevard de la Plage
33120 ARCACHON

CONSTITUTION

Suivant acte sous seings privés en date du 11/08/2023, il a été constitué une société présentant les caractéristiques suivantes : Forme : Société par actions simplifiée Dénomination : **Bateau Taxi Le Passeur** Siège : 76 boulevard de la Plage, 33120 ARCACHON Durée : 99 ans à compter de son immatriculation au Registre du commerce et des sociétés Capital : 1 000 euros Objet : Transport maritime de passagers par bateau-taxi Transmission des actions : La cession des actions de l'associé unique est libre. Président : la société ARCACHON EVENTS, Société par actions simplifiée au capital de 2 278 000 euros, ayant son siège social 76 boulevard de la Plage - 33120 ARCACHON, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 952 029 759 RCS BORDEAUX, représentée par Monsieur François LAMBERT, Président. La Société sera immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bordeaux. POUR AVIS Le Président

L23EJ38398

MODIFICATIONS

L'ATELIER DOUSSAINT

Société par Actions Simplifiée
au capital de 4000 €
Siège social : 8 RUE DU BARRASQUIT
33980 AUDENGE
RCS de BORDEAUX 953780145

Par décision de l'associé unique du 01/08/2023, il a été décidé, à compter du 01/08/2023, de modifier l'objet social.

Nouvel objet social : - L'activité de bijoutier et joaillier ; - La création, la fabrication, la réparation, la conception et la vente au détail et en ligne de bijoux personnalisés ; - La fabrication d'ouvrages en métaux précieux

L'article 2 des statuts a été modifié en conséquence.

Modification au RCS de BORDEAUX.
L23EJ36440

POUPY

EURL au capital de 200 000 Euros
Siège Social : 147 rue des Hérons
33620 CEZAC
En cours de transfert
R.C.S. Libourne 953 995 123

L'associée unique a décidé le 17 août 2023 la mise en activité de la société à compter du même jour, l'inscription de l'enseigne et nom commercial **AMBULANCÉS ACSS SOULARD**, le transfert du siège social du 147 rue des Hérons 33620 CEZAC à 516 rue Marlacca 33620 CAVIGNAC à compter du même jour.

Les articles 3 et 4 des statuts ont été modifiés en conséquence.

Pour Avis
L23EJ38046

SCI LAGM SCI au capital de 1.000€
Siège social : 3 rue du Pesquiers, 31190 GRAZAC 849 193 503 RCS de TOULOUSE Le 05/08/2023, l'AGE a décidé de transférer le siège social au : 16 route du Pontet, 33390 CARTELEGUE. Gérant : M. Michaël LAMOUR, 16 route du Pontet, 33390 CARTELEGUE. Radiation au RCS de TOULOUSE et réimmatriculation au RCS de LIBOURNE

L23EJ38048

SCI ASCOTT

au capital de 1 000 Euros
7 RUE ANDRE MAUROIS
33700 MERIGNAC
797983855 R.C.S. Bordeaux

Par décision de l'AGE en date du 01/07/2023, la société LA TALEMELERIE, SARL au capital de 108000 € située Clos Montesquieu Centre Commercial Avenue de Bourranville 33700 MERIGNAC et immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 389326026, associée unique de la société SCI Ascott, a décidé la modification de l'article 7 des statuts de la SCI Ascott, suite à la cession de la totalité des parts de Mme Linda LEFILLATRE au profit de la SARL LA TALEMELERIE.

Pour avis.
Mention en sera faite au RCS de Bordeaux
Le Gérant
L23EJ38079



SELARL WILSON COJURI
Société d'Avocats
33 rue Auguste Lamire
Résidence Le Signal
Bâtiment D
33700 MERIGNAC
0607609811

SC D'ERLEAC

Société par Actions Simplifiée
au capital de 183.975,47 €
21 route de Léognan
33140 VILLENAVE D'ORNON
RCS de BORDEAUX 413 688 805

L'Assemblée Générale des associés en date du 4 août 2023 a décidé que le siège social et l'activité de la société seraient transférés du 21 Route de Léognan 33140 VILLENAVE D'ORNON au 2,392 Route François Mauriac 33730 BALIZAC. L'article 4 a été modifié en conséquence. Il a été également décidé, en remplacement de Monsieur Christian SEURT gérant démissionnaire le 14 octobre 2022, de nommer à compter de ce jour en tant que co-gérant Monsieur André Marc PALEIX demeurant 2,392 Route François Mauriac 33730 BALIZAC et Monsieur Patrick MAURIAC demeurant 29 Allée Brignon 33140 VILLENAVE D'ORNON pour une durée indéterminée.

Mention sera faite au RCS de BORDEAUX.

Pour Avis
L23EJ38201



SOCIETE DES MILLESIMES

Société à responsabilité limitée unipersonnelle au capital de 38 112,25 euros
Siège social : Château Beauregard
33124 AUROS
350 288 825 RCS BORDEAUX

AVIS DE TRANSFORMATION

L'associée unique a décidé aux termes d'un PV en date du 30/06/2023, à effet du même jour, de la transformation de la société en société par actions simplifiée sans création d'un être moral nouveau et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la Société. La dénomination de la Société, son siège, son capital, son objet et les dates d'ouverture et de clôture demeurent inchangés.

Dirigeants :

- la Société TEOS, ayant son siège social Château Beauregard 33124 AUROS, immatriculée sous le numéro 434 762 159 RCS BORDEAUX, devient Présidente de la Société sous sa nouvelle forme de SAS pour une durée illimitée.

- Monsieur Patrick, Hervé DUSSERT, demeurant Beauregard 33124 BERTHEZ, gérant de la Société sous son ancienne forme de SARL, devient représentant permanent ayant le pouvoir de diriger, gérer, engager à titre habituel la Société sous sa nouvelle forme de SAS.

- Les fonctions de gérance de Madame Brigitte DUSSERT née PERROT cessent à compter de cette date.

Accès aux assemblées et vote : Tout actionnaire peut participer aux décisions collectives. Chaque action donne droit à une voix.

Transmission des actions : Toutes cessions d'actions sont soumises à l'agrément des associés à la majorité requise pour l'adoption des décisions collectives ordinaires.

Mention sera portée au RCS de Bordeaux.

Pour avis, le Président
L23EJ38216

SCI S.A.N.T

Société civile immobilière
au capital de 44.000€,
BORDEAUX (33000) ; 127 rue de Turenne
RCS DE BORDEAUX n° 438 586 463

Aux termes de l'assemblée générale Ordinaire en date du 26 janvier 2023, il a été pris acte de transférer le siège sociale de la SCI S.A.N.T du 127 rue de Turenne, Les Terrasses de Ture 33000 à ARCACHON (33120), 2 Allée Sainte Anne, à compter du 26 janvier 2023.

Mention sera faite au RCS de BORDEAUX

L23EJ38171



Groupe CF
Société d'Expertise Comptable
et Commissariat aux Comptes
www.compagnie-fiduciaire.com
contact@groupecf.com

AGENCE COOPERATIVE INDUSTRIE EMPLOI RECRUTEMENT « ACIER »

Société Coopérative d'intérêt Collectif par actions simplifiée à capital variable autorisé de 100 000 euros
Siège social : Maison de l'industrie
40 avenue Maryse Bastié
33520 BRUGES
891 862 831 RCS BORDEAUX

CHANGEMENT DE PRÉSIDENT

Suivant AGM du 26/04/2023, il a été pris acte de la démission de M. Patrice DASTE (demeurant 19, chemin de Bos 33160 Saint-Médard-En-Jalles) et de son remplacement par M. Philippe CHEDRU en qualité de Président de la Société avec effet à compter du 26/04/2023. POUR AVIS. Le Président

L23EJ38227

CABINET BEYLARD CBA

Société par Actions Simplifiée
au capital de 10.000 euros
Siège social : 41 rue Guynemer
33320 EYSINES
RCS BORDEAUX 488 447 590

Par décision du 21 août 2023, la société **CABINET PHILIPPE BOUE**, Société à responsabilité limitée au capital de 125 292 euros, ayant son siège social 1 rue du Courant 33310 LORMONT, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés sous le numéro 487 902 868 RCS BORDEAUX, a en sa qualité d'associée unique de la société CABINET BEYLARD CBA, décidé conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil, la dissolution par confusion de patrimoine et sans liquidation de la société CABINET BEYLARD CBA à compter de cette date.

Cette dissolution entraîne la transmission universelle du patrimoine de la Société CABINET BEYLARD CBA au profit de la Société CABINET PHILIPPE BOUE, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous la réserve qu'à l'issue du délai d'opposition de trente jours auprès du Tribunal compétent à compter de la date de publication du présent avis, lesdits créanciers n'ont pas formé opposition à la dissolution ou, en cas d'opposition, que celles-ci soient rejetées en première instance ou que le remboursement des créances ait été effectué ou les garanties constituées.

Ces oppositions doivent être présentées devant le Tribunal de Commerce de BORDEAUX.

La disparition de la personnalité morale et la radiation de la société CABINET BEYLARD CBA au Registre du commerce et des sociétés de BORDEAUX s'effectuera à l'expiration du délai d'opposition des créanciers.

Pour avis.
L23EJ38236

CARMO FRANCE

Société à responsabilité limitée
au capital de 76 225 euros
Siège social : 1 Quai Armand Lalande,
Bassin à flot Hangar G2
33300 BORDEAUX
328 582 481 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération en date du 01/05/2023, l'Assemblée Générale Extraordinaire a décidé de transférer le siège social de BORDEAUX (Gironde), 1 Quai Armand Lalande, Bassin à flot n°1, Hangar G2 à BORDEAUX (Gironde), Quai Lawton, Ponton n°5, à compter du 01/05/2023 et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts. Pour avis, La Gérance.

L23EJ38254

CARMO FRANCE STRUCTURES EN BOIS

Société à responsabilité limitée
au capital de 510 000 euros
Siège social : 1 Quai Armand Lalande,
Bassin à flot Hangar G2
33300 BORDEAUX
789 031 077 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une délibération en date du 01 mai 2023, l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée CARMO FRANCE STRUCTURES EN BOIS a décidé de transférer le siège social du 1 Quai Armand Lalande, Bassin à flot Hangar G2, 33300 BORDEAUX au Quai Lawton - Ponton n° 5 - BORDEAUX (Gironde) à compter du 1^{er} mai 2023, et de modifier en conséquence l'article 4 des statuts.

Pour avis
La Gérance
L23EJ38255

PHARMACIE CAP DE BOS
Société à responsabilité limitée au capital de 1 000 €

Siège social : 2, rue d'Artois
Centre Commercial de Cap de Bos
33600 PESSAC
493 786 255 RCS BORDEAUX

Suivant procès-verbal en date du 18/08/2023, l'associé unique a décidé la transformation de la société en Société d'exercice libéral à responsabilité limitée, sans création d'un être moral nouveau, à compter du 01/08/2023 et a adopté le texte des statuts qui régiront désormais la société. L'objet de la société, sa durée, son siège social et sa dénomination demeurent inchangés. Le capital de la société reste fixé à la somme de 1 000 €. A confirmé le mandat de gérant de Mme Martine VAILLOT demeurant 5, chemin de Cardayre 33360 Latresse. Les statuts ont été mis à jour en conséquence. Mention sera portée au RCS de Bordeaux.

L23EJ38296

MARC BRUGALIERE CHATEAUX ET
DOMAINESSASU au capital de 5 000 €
Siège social : 9 RUE DE CONDE 33000
BORDEAUX917 754 228 RCS BOR-
DEAUXPar décision de l'associé unique
du 21/07/2023, il a été décidé de modifier,
à compter du 21/07/2023, l'objet social
comme suit :

« La Société a pour objet en France et
à l'étranger :

• Agent commercial et conseil en straté-
gie et l'accompagnement à l'internatio-
nal d'entreprises ou de personnes.

• Toutes opérations industrielles et
commerciales se rapportant à :

- la création, l'acquisition, la location,
la prise en location-gérance de tous fonds
de commerce, la prise à bail, l'installation,
l'exploitation de tous établissements,
fonds de commerce, usines, ateliers, se
rapportant à l'une ou l'autre des activités
spécifiées ci-dessus :- la prise, l'acquisi-
tion, l'exploitation ou la cession de tous
procédés, brevets et droits de propriété
intellectuelle concernant lesdites activi-
tés ;

- la participation, directe ou indirecte,
de la Société dans toutes opérations finan-
cières, immobilières ou mobilières ou
entreprises commerciales ou industrielles
pouvant se rattacher à l'objet social ou à
tout objet similaire ou connexe.

• Toutes opérations quelconques
contribuant à la réalisation de cet objet. ».

Modification au RCS de BORDEAUX.

L23EJ38310



AVIS DE TRANSFORMATION : SASU EN EURL

Aux termes de l'assemblée générale
du 01/08/2023, de la société **AUTO VI-
TRAGE MOBILE A.V.M.** Société par
actions simplifiées à associé unique au
capital de 2000 euros, siège social : 21
COURS PIERRE LASSALLE 33 590 SAINT
VIVIEN DE MEDOC - RCS DE BORDEAUX
824 746 457.

Il a été décidé de transformer la So-
ciété par Actions simplifiées à Associé
Unique en Société à Responsabilité Li-
mitée à associé unique à compter du jour
de ladite assemblée. Cette transformation
n'entraîne pas la création d'un être moral
nouveau.

A été nommé gérant : Monsieur BEN-
JAMIN DUBERNET demeurant 11b route
d'Hourtin 33 340 LESPARRE-MEDOC.

Le dépôt légal sera effectué au Greffe
du Tribunal de Commerce de BORDEAUX.

Pour avis.

L23EJ38350



PASSAGE DE PRÉSIDENT À GÉRANT

Dénomination : **AUTO VITRAGES
MOBILE A.V.M.**

Forme : SASU

Capital social : 2000 euros.

Siège social : 21 COURS PIERRE LAS-
SALLE 33

590 SAINT VIVIEN DE MEDOC,

824 746 457 RCS de Bordeaux.

Aux termes de l'assemblée générale
extraordinaire en date du 01/08/2023,
approuvant la modification de la forme ju-
ridique de la SASU AUTO VITRAGES MO-
BILE A.V.M. en EURL, l'associé unique a
pris acte de la modification de la gérance
de la société : à compter du 01/08/2023..

- Devient Gérant : Monsieur BENJA-
MIN DUBERNET, demeurant 11 B ROUTE
D'HOURTIN 33 340 LESPARRE-MEDOC
(passage de Président à Gérant).

Mention sera portée au RCS de Bor-
deaux.

L23EJ38353

MEDGEST SAS au capital de 5.000 €
Siège social : 2 Cours du 30 juillet - 33000
BORDEAUX 821 646 718 RCS BOR-
DEAUX Suivant Décisions de l'associé
unique en date du 10 août 2023, la SAS
VERSO HEALTHCARE, sis 2/4, boulevard
de la Gare, 95210 Saint-Gratien, 521 293
977 RCS PONTOISE, a été nommée en
qualité de Président en remplacement
de la société SICOIA 73, démissionnaire.
Mention en sera faite au RCS de BOR-
DEAUX

L23EJ38391

BISTRO NANTES BOUFFAY
SARL transformée en société par actions
simplifiée
au capital de 10 000 €
Siège social : 27 rue de la République,
33290 BLANQUEFORT
819 900 523 RCS BORDEAUX

AVIS

Aux termes des décisions de l'associé
unique du 9 août 2023 :

- la Société a été transformée en société
par actions simplifiée à compter de ce
même jour, sans création d'un être moral
nouveau ;

- Monsieur Roland BIDOU, demeurant
27 rue de la République, 33290 BLAN-
QUEFORT, ancien gérant, a été nommé
Président de la Société.

Admission aux assemblées et exercice
du droit de vote : Sous réserve des dis-
positions légales, tout associé peut par-
ticiper aux assemblées et dispose d'au-
tant de voix qu'il possède ou représente
d'actions.

Clauses restreignant la libre cession
des titres : Les transmissions effectuées
par l'associé unique ou entre associés
sont libres. Toute autre transmission
d'actions est soumise à l'agrément de la
collectivité des associés statuant dans
les conditions prévues pour les décisions
ordinaires.

L23EJ38396

SCI D'ALBRET

Siège Social : 2 rue des Jasmins
33540 CASTELMORON D'ALBRET
Capital : 17 000 €
RCS Bordeaux n° 448.881.839

Aux termes du procès-verbal de l'As-
semblée Générale Extraordinaire du
09/08/2023 il résulte que le siège social
a été transféré au 1 Mériguet 33790 CA-
ZAUGITAT, à compter du 09/08/2023.

Les statuts ont été modifiés en consé-
quence.

Mention sera faite au RCS de Bor-
deaux.

Pour avis

La Gérance

L23EJ38426

DISSOLUTIONS

SCI LE COULOUMEY

En liquidation
Siège social : 12 route des Landes
33640 BEAUTIRAN
Capital : 1 256 471 €
RCS BORDEAUX : 408 887 099

AVIS DE DISSOLUTION ANTICIPÉE

Aux termes des décisions extraordi-
naires en date du 01/06/2023, les asso-
ciés ont :

- Décidé la dissolution anticipée de la
société à compter du 01/06/2023 et sa
mise en liquidation.

- Nommé comme liquidateur M. Pierre
BON demeurant 236 Chemin de Sigal-
las - Les Brugassières - Villa Sherwood
- 83120 LE PLAN DE LA TOUR, avec les
pouvoirs les plus étendus pour réaliser les
opérations de liquidation et parvenir à la
clôture de celle-ci.

- Le siège de la liquidation est fixé 236
Chemin de Sigallas - Les Brugassières -
Villa Sherwood - 83120 LE PLAN DE LA

TOUR, adresse à laquelle toute corres-
pondance devra être envoyée, et, actes et
documents relatifs à la liquidation devront
être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs
à la liquidation sera effectué auprès du
greffe du tribunal de commerce de Bor-
deaux.

Mention sera faite au RCS de Bordeaux

Pour avis,

L23EJ37903



GROUPE
CAEC
CONSEIL - AUDIT - EXPERTISE COMPTABLE
ARTIGUES - BORDEAUX - LANSON - MÉRIGNAC
www.groupecaec.fr

SOCAL TEAM

SARL au capital de 1 000€
Siège social et de liquidation : 24 rue
Barreyre, 33300 Bordeaux
839 264 355 RCS BORDEAUX

AVIS DE DISSOLUTION

Le 30/06/2023 l'AGE des associés
a décidé la dissolution anticipée de la
Société à compter du 30/06/2023 et sa
mise en liquidation amiable. Liquidateur :
Sophie LE TOUZE DE LONGUEMAR, de-
meurant au 24 rue Barreyre, 33300 Bor-
deaux. Siège de la liquidation : 24 rue
Barreyre, 33300 Bordeaux. C'est à cette
adresse que la correspondance devra
être envoyée et que les actes et docu-
ments concernant la liquidation devront
être notifiés. Les actes et pièces relatifs
à la liquidation seront déposés au GTC de
Bordeaux, en annexe au RCS.

Pour avis

L23EJ38246



PFCONSEIL

SASU au capital de 200 €
Siège social : 54 Rue Victor Hugo
33160 Saint-Médard-en-Jalles
948 184 221 RCS Bordeaux

AVIS DE DISSOLUTION

Par décision du 30/06/2023, l'associé
unique a décidé la dissolution anticipée
de la société à compter de ce jour.

M. Frédéric PLANTIE demeurant 54
rue Victor Hugo 33160 Saint-Médard-en-
Jalles, exercera les fonctions de liquida-
teur pour réaliser les opérations de liqui-
dation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé au 54
rue Victor Hugo 33160 Saint-Médard-en-
Jalles. C'est à cette adresse que la cor-
respondance devra être envoyée.

Les actes et pièces relatifs à la liqui-
dation seront déposés au greffe du tribu-
nal de commerce de Bordeaux, en annexe au
RCS.

Pour avis

Le liquidateur

L23EJ38407



KETARINGU - BASTIDE

SAS au capital de 10 000 €
Siège social :
42 rue Léon Gambetta
33140 Villenave D'Ornon
920 960 010 RCS Bordeaux

AVIS DE DISSOLUTION

Aux termes d'une délibération en date
du 31/07/2023, l'AGE a décidé la dissolu-
tion anticipée de la Société à compter de
ce jour et sa mise en liquidation amiable.

Elle a nommé comme liquidatrice la so-
ciété REGANSEM PARTICIPATION, SARL
au capital

de 100.000 €, dont le siège social est
42 rue Léon Gambetta 33140 Villenave
D'Ornon, immatriculée au RCS de Bor-
deaux sous le n°847 681 806, représentée
par son gérant M. MESNAGER, avec les
pouvoirs les plus étendus pour procéder
aux opérations de liquidation.

Le siège de la liquidation est fixé 42 rue
Léon Gambetta 33140 Villenave D'Ornon.
C'est à cette adresse que la correspon-
dance devra être envoyée et que les actes
et documents concernant la liquidation
devront être notifiés.

Les actes et pièces relatifs à la liqui-
dation seront déposés au Greffe du Tribunal
de commerce de Bordeaux, en annexe au
RCS.

Pour avis

Le Liquidateur

L23EJ38411

CLÔTURES

CENTRE LIBOURNAIS DE CHIRURGIE CERVICO FACIALE

Société civile de moyen en liquidation
5 Allée Robert Boulin
33500 LIBOURNE
RCS LIBOURNE 849 309 083

AVIS DE PUBLICITE

Suivant décision collective des asso-
ciés en date du 17 août 2023, il résulte
que :

Les associés, après avoir entendu le
rapport des liquidateurs, ont :

- approuvé le compte de liquidation ;

- donné quitus aux liquidateurs, Ma-
dame Sophie ZAGO née le 11/03/1980 à
PARIS, demeurant 81 rue Falquet 33200
BORDEAUX CAUDERAN, et Monsieur Ju-
lien NODIMAR né le 03/06/1986 à LILLE,
demeurant 2 bis chemin de Lalande
33750 SAINT GERMAIN DU PUCH, et dé-
chargé ces derniers de leur mandat ;

- prononcé la clôture des opérations
de liquidation.

Les comptes de liquidation seront dé-
posés au Greffe du Tribunal de commerce
de LIBOURNE.

Mention sera faite au RCS de LI-
BOURNE.

Pour avis,

L23EJ38065

PUBLIER VOTRE
ANNONCE LÉGALE EN LIGNE SUR :
annoncelegale.echos-judiciaires.com

MONNERIE

SCI en liquidation
au capital de 11 936,76 euros
Siège social et de liquidation :
46 Le Gampe
33210 ST PIERRE DE MONS
388 495 657 RCS BORDEAUX

AVIS DE CLOTURE DE LIQUIDATION

L'Assemblée Générale réunie le 30/06/2023 au siège de la liquidation a approuvé le compte définitif de liquidation, déchargé Monsieur Hervé MONNERIE, demeurant 46 Le Gampe 33210 ST PIERRE DE MONS, de son mandat de liquidateur, donné à ce dernier quitus de sa gestion et constaté la clôture de la liquidation à compter du jour de ladite assemblée.

Les comptes de liquidation seront déposés au greffe du Tribunal de commerce de Bordeaux, en annexe au Registre du commerce et des sociétés.

Pour avis

Le Liquidateur

L23EJ38106



CLÔTURE DE LIQUIDATION

Dénomination : **TRANSPORT 2L.**

Forme : SASU société en liquidation.

Capital social : 100 euros.

Siège social : 17 Lotissement LES JONQUILLES, 33180 VERTHEUIL.

884819988 RCS de Bordeaux.

Aux termes de l'assemblée générale extraordinaire en date du 31 juillet 2023, l'associé unique a approuvé les comptes de liquidation, donné quitus au liquidateur Monsieur BENJAMIN COUPE demeurant 17 LOTISSEMENT LES JONQUILLES, 33180 Vertheuil et prononcé la clôture de liquidation de la société.

La société sera radiée du RCS du BORDEAUX.

Le liquidateur

L23EJ38120



Cabinet Silva
8 rue Paul Valéry
47200 Marmande
www.groupe-bsf.fr/
cabinet-silva/

SELARL ALV

Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée en liquidation

au capital de 30 000 euros
Siège social : 30 Le Bourg-33190 PONDURAT

Siège de liquidation : 10 La Grande Ouest-33210 CASTETS ET CASTILLON
841 055 940 RCS BORDEAUX

Aux termes d'une décision en date du 01 juillet 2023 au 10 La Grande Ouest, 33210 CASTETS ET CASTILLON, l'associée unique, après avoir entendu le rapport du liquidateur, a approuvé le compte définitif de liquidation au 30 juin 2023, déchargé Madame Anne-Laure VAILLANT, demeurant 10 La Grande Ouest 33210 CASTETS ET CASTILLON, de son mandat de liquidateur, lui a donné quitus de sa gestion et a prononcé la clôture de la liquidation.

Les comptes de liquidation sont déposés au greffe du Tribunal de commerce de BORDEAUX, en annexe au Registre du commerce et des sociétés et la Société sera radiée dudit registre.

Pour avis

Le Liquidateur

L23EJ38397

FONDS DE COMMERCE

CESSION DE FONDS ARTISANAL

Suivant acte sous-seing privé à Bordeaux du 17 Août 2023, enregistré le 17 août 2023 au service départemental de l'enregistrement Bordeaux dossier 2023 00028412 référence 3304P61 2023 A 06765 Madame **Monique LEMAIRE SOULARD**, née le 21 août 1945 à Toulouse (31), demeurant 516 rue Marlacca - 33620 CAVIGNAC, immatriculée au Répertoire des Métiers de la Gironde sous le numéro 327 570 222 RM 33 a cédé à la société **POUPY**, EURL au capital de 200 000 euros, siège social 147 rue des Hérons 33620 CEZAC en cours de transfert 516 rue Marlacca - 33620 CAVIGNAC, immatriculée au RCS de LIBOURNE sous le numéro 953 995 123, représentée par sa gérante Madame Anastasia LEBRAULT épouse LAFARGE, un fonds artisanal d'ambulances et transports sanitaires exploité 516 rue MARLACCA 33620 CAVIGNAC sous l'enseigne et nom commercial «Ambulances A.C.S.S SOULARD», pour lequel le VENDEUR est immatriculé au répertoire des métiers de la Gironde sous le numéro 327 570 222 RM 33 et répertorié à l'INSEE sous le numéro 327 570 222 00031 code APE 8690 AZ.

Cette cession a eu lieu moyennant le prix de 1 500 000 Francs payé comptant à hauteur de 1 200 000 euros et le solde soit 300 000 euros à terme.

Le transfert de propriété et l'entrée en jouissance ont été fixés à compter du 17 août 2023.

L'insertion au Bulletin Officiel des Annonces Commerciales sera requise conformément à la loi du 9 avril 1949 et du décret du 22 juillet 1950 dans les délais légaux.

Les oppositions seront reçues dans les délais légaux au Cabinet de Maître Henri SEGUELA, 6 Bis, Rue de la Croix-de-Seguey 33000 BORDEAUX.

Pour Avis

L23EJ38042

Suivant acte sous seing privé signé électroniquement le 19 août 2023, enregistré au service départemental de l'enregistrement de Bordeaux le 16 août 2023 dossier 2023 00028386 référence 3304P61 2023 A 06797, Madame **Chantal TORRES**, demeurant 4, rue du Président Coty - 33530 BASSENS, identifiée sous le numéro SIREN 418 693 594 a cédé à la société **EAT RAPIZZ BASSENS**, société par actions simplifiée au capital de 1.000,00 €, dont le siège est sis 3, avenue Saint-Exupéry - 33530 BASSENS, identifiée au registre du commerce et sociétés de Bordeaux sous le numéro 953 597 846, représentée par monsieur Khaïl ENNACHAT son président, un fonds de commerce de fabrication de merveilles, cannélés, snacking, dépôt de pain, vente de boissons alcoolisées et non alcoolisées connu sous l'enseigne «AU PAYS DES MERVEILLES» sis et exploité 3, avenue Saint-Exupéry - 33530 BASSENS, moyennant le prix de 35.000 €, s'appliquant aux éléments incorporels pour 34.000 € et aux éléments corporels pour 1.000 €.

L'entrée en jouissance a été fixée au jour de la signature de l'acte.

Les oppositions seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publications légales et toutes correspondances au cabinet de maître Cécile Bonnat, avocat, 31, rue du Bocage - 33200 BORDEAUX, où domicile a été élu à cet effet.

Pour avis.

L23EJ38160



Aux termes d'un ASSP en date du 09/08/2023, enregistré au SIE BORDEAUX, le 09/08/2023, dossier : 202300028185, bordereau : 3304P612023A06693, **SLB SARL**, SARL au capital de 32200 €, Route Nationale 113, 15 Route de Bordeaux - 33210

LANGON, immatriculé au RCS de BORDEAUX sous le n°347 665 895, a cédé à **TOUT'LOC**, SAS au capital de 35.000 €, 182 Route de Paris - 33910 SAINT DENIS DE PILE, immatriculé au RCS de LIBOURNE sous le n°978 088 342, un fonds de commerce de location et location-bail de machines et équipements pour la construction exploité 182 Route de Paris - 33910 SAINT DENIS DE PILE, moyennant le prix de 230 000 €.

La date d'entrée en jouissance est fixée au 09/08/2023.

Les oppositions seront reçues dans les 10 jours de la dernière en date des publicités légales à l'adresse suivante : 182 Route de Paris - 33910 SAINT DENIS DE PILE, pour la validité et pour la correspondance.

L23EJ38311



Yves MOUNIER
Avocat à la Cour
6 bis, rue de la Croix de
Seguey 33000 BORDEAUX
Tél : 05.56.52.74.60

CESSION D'ÉLÉMENTS INCORPORELS D'UN FONDS DE COMMERCE

Suivant acte sous seing privé en date à Bordeaux des 18 juillet et 1er août 2023 enregistré au service des impôts de Bordeaux le 1er août 2023, dossier 2023 00027126, réf. 3304P61 2023 A 06477,

La Société **BOULANGE D'OR (LA)**, SARL au capital de 1 000,00 €, dont le siège social est sis 33 avenue Maucaillou, 33450 SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC, immatriculée au RCS de Bordeaux sous le numéro 908 411 945, représentée par la SCP **SILVESTRI-BAUJET**, Mandataire Judiciaire auprès des Tribunaux de la Cour d'Appel de BORDEAUX, élisant domicile en son étude sise 23 rue du Chai des Farines, 33000 BORDEAUX, agissant en qualité de Mandataire Judiciaire de la liquidation judiciaire de la SARL **BOULANGE D'OR (LA)** dans le cadre des dispositions de l'article R.644-2 du Code de Commerce, nommé à cette fonction par jugement rendu par le Tribunal de Commerce de Bordeaux le 8 février 2023,

A CEDE A
La Société **POMPES FUNEBRES MARTIN**, SASU au capital de 11 433,68 €, dont le siège social est sis 53-55 cours des Girondins, 33500 LIBOURNE, immatriculée au RCS de LIBOURNE sous le numéro 399 126 671, représentée par sa Présidente la société **CONSTELLATION 4M**, elle-même représentée par Monsieur **David MARTIN**

LES ÉLÉMENTS D'UN FONDS DE COMMERCE de boulangerie, pâtisseries, viennoiseries, sis 33 avenue Maucaillou, 33450 SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC, moyennant le prix de QUATORZE MILLE EUROS (14 000,00 €), s'agissant uniquement d'éléments incorporels.

La prise de possession et l'exploitation effective par l'acquéreur ont été fixées au 27/06/2023.

Les oppositions, s'il y a lieu, seront reçues dans les dix jours de la dernière en date des publicités légales, et toutes les correspondances, à la SCP **SILVESTRI-BAUJET** sise 23 rue du Chai des Farines, 33000 BORDEAUX.

Pour avis

L23EJ38408

REGIMES MATRIMONIAUX

Monsieur Maurice **FINET** et Madame Dominique **VILLOT**, son épouse, demeurant ensemble à ANDERNOS-LES-BAINS (33510), 126 boulevard du Maréchal Juin, mariés à BORDEAUX (33000) le 26 janvier 1979 sous le régime de la communauté d'acquêts à défaut de contrat de mariage préalable, ont sollicité et fait acté par Maître Fabien ROUCHOUT, notaire à ANDERNOS-LES-BAINS (33510), 22 avenue d'Arès, en date du 31 juillet 2023, l'aménagement de leur régime matrimonial par la mise en communauté d'un bien propre situé à ANDERNOS-LES-BAINS (33510), 11 avenue Johann STRAUSS.

Les oppositions seront adressées dans les trois mois à la date de publication du présent avis par courrier recommandé avec accusé de réception auprès de Maître Fabien ROUCHOUT.

L23EJ38127



CHANGEMENT PARTIEL DE REGIME MATRIMONIAL

Suivant acte reçu par Maître Clément DUBOST, Notaire Associé de la Société d'Exercice Libéral à Responsabilité Limitée «DUBOST NOTAIRES», titulaire d'un Office Notarial à LANGON (Gironde), 53, Cours Sadi Carnot, CRPCEN 33136, le 21 août 2023, a été conclu le changement partiel de régime matrimonial par ajout d'un avantage entre époux ne prenant effet qu'en cas de décès de l'un d'entre eux :

ENTRE :

Monsieur Jean-Gérard Pierre Marie **DAVID**, retraité, et Madame Maria Elena **ESPAÑA AMOROS**, sans profession, demeurant ensemble à PRECHAC (33730) 22 avenue de la République.

Monsieur est né à ARCACHON (33120) le 28 juillet 1952,

Madame est née à LERIDA (ESPAGNE) le 9 mai 1954.

Mariés à la mairie de DONZAC (33410) le 25 juin 1977 sous le régime de la communauté de biens réduite aux acquêts régi par les articles 1400 et suivants du Code civil, aux termes du contrat de mariage reçu par Maître Yves DESPUJOLS, notaire à LANGON (33210), le 23 juin 1977.

Ce régime matrimonial n'a pas fait l'objet de modification.

Monsieur est de nationalité Française.

Madame est de nationalité française.

Résidents au sens de la réglementation fiscale.

Les oppositions des créanciers à ce changement partiel, s'il y a lieu, seront reçues dans les trois mois de la présente insertion, en l'office notarial où domicile a été élu à cet effet.

Pour insertion

Le notaire.

L23EJ38278

RECTIFICATIFS

Rectification de l'annonce L23EJ36108 parue le 4 août 2023 concernant la société **AIR POPPY**, il y a lieu de lire : immatriculation au RCS de LIBOURNE et non BORDEAUX. Pour insertion : Maître Florence LEBLOND

L23EJ37970

ADDITIFS

Additif à l'annonce L23EJ37062 parue le 11/08/2023, concernant la **SAS MONNET AFFAIRES** (RCS BORDEAUX 808 213 516) il y a lieu de préciser que Monsieur Marc PALEIX est nommé Président en remplacement de Monsieur Christian SEURT, décédé le 14/10/2022.

Mention sera faite au RCS de BORDEAUX.

Pour Avis

L23EJ38059

Rectificatif à l'annonce n°L23EJ37695 du 18-08-2023 concernant la société **CD2P**, il fallait lire : immatriculation au RCS de LIBOURNE et non BORDEAUX.

L23EJ38167

ABONNEZ VOUS

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE
LIQUIDATION JUDICIAIRE

(Jugement du 16 août 2023)

SARL VANO-PISCINES, les Eyvards, Cantenac, 33460 Margaux-Cantenac, RCS BORDEAUX 434 003 323. Travaux de maçonnerie générale installation de piscines résidentielles vente de piscines résidentielles produits d'entretien et accessoires. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 10 juillet 2023, désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302547591896

SARL EURL R.C.H 33, 15 Avenue Albert François, 33680 Lacanau, RCS BORDEAUX 751 949 926. Plâtrerie isolation peinture revêtements de sols et murs plomberie et sanitaire. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 mars 2023, désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302547591899

SARL DUMIN, 1 Quai de Paludate Bp 103, M.i.n de Brienne, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 802 116 343. Restauration, débit de boisson. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 1 juin 2023, désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302547591904

SAS COTE SAVEURS, 1 Place Lucien Victor Meunier, et 3 Rue Capdeville, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 831 017 256. Epicerie fine (activité achetée) traiteur, livraison à domicile, organisation d'évènement, achat et revente de petit matériel de cuisine. (activité créée). Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 6 juillet 2023, désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302547591912

GUSTAVE Jacques, 14 Rue du 19 Mars 1962, Bâtiment à Apt 23 Res Cap Roux, 33700 Mérignac. Transports De Voyageurs Par Taxis. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 26 juillet 2023, désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302547591930

SAS MARIA VELOSO, 119 Rue Delbos, 33300 Bordeaux, RCS BORDEAUX 848 343 786. Restaurant, bar, cave, traiteur. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 30 juin 2023, désignant liqui-

dateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302547591918

SAS Le 19^{ème}, 30 Rue Yves Glotin, 33300 Bordeaux, RCS BORDEAUX 890 770 308. L'exploitation de toutes installations à usage sportif, la gestion, la location de simulateurs intérieurs de parcours virtuels de golf pour l'enseignement, l'entraînement et le jeu, l'achat, la vente de matériel ou d'accessoires de golf, l'organisation de manifestations événementielles, l'exploitation de tous fonds de commerce de restaurant de débit de boisson de type licence Iii. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 22 juin 2023, désignant liquidateur SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302547591921

SARL LE LOCAL D'ALEX, 12 Cours Balguerie Stutzenberg, 33300 Bordeaux, RCS BORDEAUX 922 705 793. Restauration rapide ou traditionnelle, sur place ou à emporter, activité de traiteur, organisation d'évènements et réception, sans débit de boissons. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 20 juillet 2023, désignant liquidateur SELARL Ekip' 2 Rue de Caudéran BP 20709 33007 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302547591927

SARL MULTIMEDIA SERVICE, 14 Cours du Maréchal Foch, 33720 Podensac, RCS BORDEAUX 832 519 219. Exploitation d'un fonds de commerce de réparation informatique et téléphonie ainsi que vente de petit matériel électronique et informatique. Jugement prononçant la liquidation judiciaire, date de cessation des paiements le 9 août 2023, désignant liquidateur Me De Latude Jacques 14 Rue Boudet 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302547591915

OUVERTURE D'UNE PROCÉDURE DE
REDRESSEMENT JUDICIAIRE

(Jugement du 16 août 2023)

SARL Biodiv'AirSanté France, 74 Rue Georges Bonnac, Tour 1, 33000 Bordeaux, RCS BORDEAUX 820 802 239. Diagnostics, analyses, négoce de produits liés à l'environnement, formation, animation, développement d'applications numériques liées notamment à la prévention des risques. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de cessation des paiements le 30 juin 2023 désignant mandataire judiciaire SELARL Firma 54 Cours Georges Clémenceau 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au liquidateur ou sur le portail électronique prévu par les articles L. 814-2 et L. 814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302547591909

SARL IPE ARCHITECTURE & DESIGN, 33 Allée Haussmann, 33300 Bordeaux, RCS BORDEAUX 891 115 586. Architectures, conception de bâtiment et désigner d'objets et d'espaces. Jugement prononçant l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, date de ces-

sation des paiements le 13 juillet 2023 désignant mandataire judiciaire SCP Silvestri-Baujé 23 Rue du Chai des Farines 33000 Bordeaux. Les déclarations des créances sont à adresser au mandataire judiciaire ou sur le portail électronique prévu par les articles L.814-2 et L.814-13 du code de commerce dans les deux mois à compter de la publication au Bodacc.

13302547591924

TRIBUNAL JUDICIAIRE
DE BORDEAUX

Par jugement en date du 16 Août 2023 Le Tribunal, Prononce l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire à l'égard de :

Association HABAD LOUBAVITCH BORDEAUX Activité : autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire 15 Bis Rue Castillon 33000 BORDEAUX SIRET: 819 057 027 00016

Fixe provisoirement au 7 juillet 2023 la date de cessation de paiements.

Nomme la SELARL EKIP', demeurant BP 20709 - 2 rue de Caudéran - 33007 BORDEAUX CEDEX, en qualité de mandataire judiciaire et désigne Me MANDON pour la représenter dans l'accomplissement du mandat qui lui est confié. Fixe à douze mois le délai dans lequel Me MANDON devra établir la liste des créances déclarées conformément à l'article L 624 -1 du code de commerce. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains de Me MANDON dans le délai de DEUX MOIS de la publication du jugement d'ouverture au BODACC ou sur le portail électronique à l'adresse <http://www.creditors-services.com>

L23EJ38102

Par jugement en date du 18 Août 2023 Le Tribunal, Prononce l'ouverture de la procédure de liquidation judiciaire à l'égard de :

Fondation LUCIE CARE 63 rue Bouthier 33100 BORDEAUX Activité : autres organisations fonctionnant par adhésion volontaire SIRET : 814 592 911 00014

Fixe provisoirement au 30 juin 2023 la date de cessation de paiements.

Nomme la SELARL PHILAE, 123 avenue Thiers - 33100 BORDEAUX, en qualité de liquidateur et désigne Me LUCAS-DABADIE pour la représenter dans l'accomplissement du mandat qui lui est confié. Fixe à douze mois le délai dans lequel Me LUCAS-DABADIE devra établir la liste des créances déclarées conformément à l'article L 624-1 du code de commerce. Les créanciers sont in-

ités à déclarer leurs créances entre les mains de Me LUCAS-DABADIE dans le délai de DEUX MOIS de la publication du jugement d'ouverture au BODACC ou sur le portail électronique à l'adresse <http://www.creditors-services.com>

L23EJ38103

Par jugement en date du 18 Août 2023 Le Tribunal, Prononce l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire à l'égard de :

S.C.E.A. VIGNOBLES BERTHOMIEU 426 chemin de Barbette 33540 SAUVERTERRE DE GUYENNE Activité : Culture de la vigne RCS : BORDEAUX SIRET : 440 412 484 00022

Fixe provisoirement au 1^{er} Août 2023 la date de cessation de paiements.

Nomme la SCP SILVESTRI-BAUJET, 23 rue du Chai des Farines - 33000 BORDEAUX, en qualité de mandataire judiciaire et désigne Me BAUJET pour la représenter dans l'accomplissement du mandat qui lui est confié. Fixe à douze mois le délai dans lequel Me BAUJET devra établir la liste des créances déclarées conformément à l'article L 624-1 du code de commerce. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains de Me BAUJET dans le délai de DEUX MOIS de la publication du jugement d'ouverture au BODACC ou sur le portail électronique à l'adresse <http://www.creditors-services.com>.

L23EJ38104

Par jugement en date du 18 Août 2023 Le Tribunal, Prononce l'ouverture de la procédure de redressement judiciaire à l'égard de :

Association HABIT-NETT Résidence Maeva 27 rue des Poilus 33600 PESSAC Activité : Aide à domicile SIRET : 812113 876 00013

Fixe provisoirement au 1^{er} mai 2023 la date de cessation de paiements.

Nomme la SELARL FIRMA, 54 cours Georges Clémenceau - 33000 BORDEAUX, en qualité de mandataire judiciaire et désigne Me MAYON pour la représenter dans l'accomplissement du mandat qui lui est confié. Fixe à douze mois le délai dans lequel Me MAYON devra établir la liste des créances déclarées conformément à l'article L 624-1 du code de commerce. Les créanciers sont invités à déclarer leurs créances entre les mains de Me MAYON dans le délai de DEUX MOIS de la publication du jugement d'ouverture au BODACC ou sur le portail électronique à l'adresse <http://www.creditors-services.com>

L23EJ38105

LES ECHOS JUDICIAIRES GIRONDINS
SONT HABILITÉES
DANS LE DÉPARTEMENT 33
NOUS PUBLIONS ÉGALEMENT
VOS ANNONCES LÉGALES
DANS TOUTE LA FRANCE, SANS SURCÔÛT

POUR ÉCOURTER LES DÉLAIS,
PENSEZ À NOTRE SUPPORT NUMÉRIQUE :

echos-Judiciaires.com

L'entreprise et les salariés

En résumé, les principales règles sont les suivantes : les heures complémentaires sont celles effectuées au-delà de la durée du travail prévue au contrat de travail ; le contrat doit mentionner les limites dans lesquelles ces heures peuvent être effectuées, dans le respect des plafonds prévus par la loi. Si le salarié ne peut ni exiger d'effectuer les heures complémentaires prévues dans son contrat, ni refuser de les exécuter, il doit cependant être informé, au moins trois jours à l'avance, des heures complémentaires à effectuer (à défaut, son refus ne constitue ni une faute ni un motif de licenciement).

Côté rémunération, les heures complémentaires ouvrent droit à une majoration de salaire de 10 % pour celles n'excédant pas 1/10^e de la durée contractuelle de travail ; de 25 % pour celles excédant cette limite.

Et, pour couronner le tout, lorsque, pendant une période de 12 semaines consécutives ou pendant 12 semaines au cours d'une période de quinze semaines, l'horaire moyen réellement accompli par un salarié a dépassé de deux heures au moins par semaine, ou de l'équivalent mensuel de cette durée, l'horaire prévu dans son contrat, celui-ci est modifié (en fonction de l'horaire moyen réellement accompli), sous réserve d'un préavis de sept jours et sauf opposition du salarié intéressé (Code du travail art. L 3123-13).

COMPLÉMENT D'HEURES

Pour ajouter à la complexité du système, le législateur a inventé, en 2013, dans le cadre de la loi n° 2013-504 du 14 juin 2013 sur la sécurisation de l'emploi, le complément d'heures. En soi, cette idée était généreuse. On pense, par exemple, au salarié embauché à temps partiel, dont la collègue de travail est absente par suite de maladie ou de maternité et qui se voit proposer par l'employeur de revaloriser provisoirement la durée de son travail, durant cette absence. La loi a désormais apporté la sécurité juridique... mais en renforçant le cadre réglementaire. En effet, l'instauration d'un complément d'heures « doit être prévue par une convention collective ou un accord de branche étendu ».

Toutefois, et malgré la précision des textes, un point restait en suspens : par le biais du complément d'heures, la durée du travail pouvait-elle être portée à temps plein ? Pour la Cour de cassation, qu'il s'agisse d'heures complémentaires ou de compléments d'heures, l'augmentation de la durée du travail ne peut aboutir à ce que le contrat de travail à temps partiel devienne provisoirement à temps plein. Et la conséquence du non-respect de ce principe serait dévastatrice pour l'employeur : la requalification du contrat à temps partiel en temps plein, à compter de la date à laquelle le dépassement a eu lieu. (Cass soc., 21 septembre 2022, pourvoi n° 20-10701). Qu'on se le dise !

Un contrat à temps partiel ne peut pas être à temps plein... même provisoirement ! Le contrat de travail à temps partiel est un véritable carcan. Et les dispositions relatives aux heures complémentaires n'échappent pas à ce constat.

François TAQUET, avocat, spécialiste en droit du travail et protection sociale

UN DRH PRIVÉ DU POUVOIR DE LICENCIER PEUT-IL ÊTRE QUALIFIÉ DE CADRE DIRIGEANT ?

Suivant l'article L 3111-2 du Code du travail, sont considérés comme ayant la qualité de cadres dirigeants les cadres qui répondent aux critères suivants :

- ils se voient confier des responsabilités dont l'importance implique une grande indépendance dans l'organisation de leur emploi du temps ;
 - ils sont habilités à prendre des décisions de façon largement autonome ;
 - et perçoivent une rémunération se situant dans les niveaux les plus élevés des systèmes de rémunération pratiqués au sein de leur entreprise ou établissement.
- En l'espèce, un salarié invoquait le fait qu'il n'avait pas la qualité de cadre dirigeant, et revendiquait, en conséquence, le paiement d'heures supplémentaires. La Cour de cassation lui a donné gain de cause : elle a estimé que l'intéressé n'avait pas de délégation de pouvoir générale, mais seulement des subdélégations, et n'avait pas non plus le pouvoir de licencier. (Cass soc., 15 mars 2023, pourvoi n° 21-21632)

Loi « anti-squat »

L'occupation illicite d'un logement ou d'un local commercial ou professionnel est plus sévèrement sanctionnée.

sanctionné d'une amende de 7 500 euros. La décision de justice doit être définitive et exécutoire et avoir donné lieu à un commandement de quitter les lieux depuis plus de deux mois (sauf trêve hivernale ou sur-sis à expulsion).

La loi visant à protéger les logements contre l'occupation illicite est entrée en vigueur le 29 juillet 2023. Elle vise à mieux sanctionner les squats, à sécuriser les rapports locatifs et à renforcer l'accompagnement des locataires en difficulté.

La loi prévoit par ailleurs que le propriétaire d'un logement squatté est exonéré de son obligation d'entretien sauf s'il s'agit d'un logement indigne. La sanction de la violation de domicile est triplée (trois ans d'emprisonnement et 45 000 euros d'amende). Le domicile est défini comme tout local d'habitation contenant des biens meubles appartenant à une personne, qu'elle y habite ou non et qu'il s'agisse de sa résidence principale ou non (ce qui inclut la résidence secondaire).

La loi crée un nouveau délit d'« occupation frauduleuse d'un local à usage d'habitation ou à usage commercial, agricole ou professionnel ».

Le fait de se faire passer pour le propriétaire d'un logement squatté est puni de trois ans d'emprisonnement et de 45 000 euros d'amende.

Le fait de s'introduire dans un local à l'aide de manœuvres, de menaces, de voies de fait ou de contrainte, est sanctionné de deux ans d'emprisonnement et de 30 000 euros d'amende. Il en est de même du maintien dans les lieux suite à cette infraction.

La loi s'applique à tous les baux, y compris aux baux en cours. ■

Le fait de se maintenir dans les lieux en violation d'une décision de justice ordonnant de quitter les lieux est

Référence
Loi 2023-668 du 27 juillet 2023

INDICE DES LOYERS COMMERCIAUX		
	EN NIVEAU	ÉVOLUTION ANNUELLE EN %
2021 T4	118,59	+ 2,42 %
2022 T1	120,61	+ 3,32 %
2022 T2	123,65	+ 4,43 %
2022 T3	126,13	+ 5,37 %
2022 T4	126,05	+ 6,29 %
2023 T1	128,68	+ 6,69 %

source : INSEE

Selon la Loi 2014-626 du 18 juin 2014 (article 9) qui modifie l'article L145-34 du Code de commerce, deux indices peuvent être utilisés pour la révision des baux commerciaux :
- l'indice des loyers commerciaux pour les activités commerciales ou artisanales ;
- l'indice des loyers des activités tertiaires pour les activités autres que commerciales.

SÉCURITÉ SOCIALE PLAFOND MENSUEL	
2023 : 3 666 €	
Le nouveau montant du plafond est valable toute l'année, le gouvernement ayant décidé de fixer désormais un seul plafond par an (43 992 €)	

BARÈME KILOMÉTRIQUE 2023			
VOITURES		DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL	
PUISSANCE FISCALE	JUSQU'À 5 000 KM	DE 5 001 À 20 000 KM	AU-DELÀ DE 20 000 KM
3 CV	d x 0,529	(d x 0,316) + 1 065 €	d x 0,370
4 CV	d x 0,606	(d x 0,340) + 1 330 €	d x 0,407
5 CV	d x 0,636	(d x 0,357) + 1 395 €	d x 0,427
6 CV	d x 0,665	(d x 0,374) + 1 457 €	d x 0,447
7 CV et plus	d x 0,697	(d x 0,394) + 1 515 €	d x 0,470
VÉLO-MOTEUR		DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL	
CYLINDRÉE	JUSQU'À 2 000 KM	DE 2 001 À 5 000 KM	AU-DELÀ DE 5 000 KM
moins de 50 cm ³	d x 0,315	(d x 0,079) + 711 €	d x 0,198
MOTOS		DISTANCE PARCOURUE À TITRE PROFESSIONNEL	
PUISSANCE	JUSQU'À 3 000 KM	DE 3 001 À 6 000 KM	AU-DELÀ DE 6 000 KM
1 ou 2 CV	d x 0,395	(d x 0,099) + 891 €	d x 0,248
3, 4 ou 5 CV	d x 0,468	(d x 0,082) + 1 158 €	d x 0,275
plus de 5 CV	d x 0,606	(d x 0,079) + 1 583 €	d x 0,343

INDICE DES PRIX			
(BASE 100 EN 2015 À PARTIR DE 2016) CE CHANGEMENT DE BASE N'AFFECTE EN RIEN LE NIVEAU DE L'INDICE ET SON ÉVOLUTION			
	JUIN 2022	JUIN 2023	AUGMENTATION SUR UN AN
INDICE D'ENSEMBLE	112,55	117,65	+ 4,5 %
INDICE HORS TABAC	111,8	116,75	+ 4,4 %
INDICE DE RÉFÉRENCE DES LOYERS - IRL			
TRIMESTRE DE RÉFÉRENCE	IRL DES LOYERS	VARIATION ANNUELLE EN %	
3 ^e TRIMESTRE 2022	136,27	+ 3,49 %	
4 ^e TRIMESTRE 2022	137,26	+ 3,5 %	
1 ^{er} TRIMESTRE 2023	138,61	+ 3,49 %	
SMIC			
HORAIRE		MENSUEL (35 H)	
11,52 €		1 747,20 €	

TENDANCES BOURSE



**SÉBASTIEN
HÉNIN**

Directeur de la Gestion Privée
Alienor Capital

INDICES ACTIONS							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2023		Pays
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
CAC 40	7 240,88	-2,6%	11,8%	13,5%	7 577,00	6 594,57	France
SBF 120	5 513,62	-2,7%	10,9%	11,9%	5 764,67	5 063,88	France
EURO STOXX 50	4 260,37	-3,0%	12,3%	16,5%	4 471,31	3 856,09	Europe
S&P 500	4 399,45	-3,0%	14,6%	6,3%	4 588,96	3 808,10	USA
NASDAQ 100	14 927,79	-3,2%	36,5%	15,8%	15 841,35	10 741,22	USA
FOOTSIE 100	7 270,76	-5,1%	-2,4%	-3,5%	8 014,31	7 256,94	Royaume-Uni
DAX 30	15 705,62	-2,9%	12,8%	18,7%	16 469,75	14 069,26	Allemagne
SMI	10 875,68	-3,0%	1,4%	-1,9%	11 595,25	10 516,40	Suisse
NIKKEI	31 856,71	-1,4%	22,1%	10,6%	33 753,33	25 716,86	Japon
SSE COMPOSITE	3 120,33	-1,5%	1,0%	-4,8%	3 395,00	3 089,26	Chine
VALEURS RÉGIONALES							
	Dernier cours	Variation depuis			Extrêmes 2023		Rendement 2022
		1 mois	le 31/12	1 an	+ haut	+ bas	
AELIS FARMA	13,85	-0,4%	2,3%	27,1%	14,28	13,54	-
AIR MARINE	1,07	0,0%	0,0%	-9,3%	1,07	1,07	-
ASHLER ET MANSON	3,60	-2,7%	-20,7%	24,1%	4,58	3,40	0,8%
BLUE SHARK PS	3,78	0,0%	0,0%	0,0%	3,78	3,78	-
CERINNOV GROUP	3,91	8,6%	243,6%	233,6%	4,05	1,12	-
CHEOPS TECHNOLOGY	66,00	4,8%	12,8%	1,6%	66,50	54,00	2,2%
DOCK.PETR.AMBES AM	478,00	-0,8%	0,8%	3,9%	530,00	458,00	7,9%
EAUX DE ROYAN	89,00	1,1%	7,9%	0,6%	94,00	76,50	6,9%
EUROPLASMA	0,06	-48,5%	-91,1%	-99,4%	2,38	0,06	-
FERMENTALG	0,61	-6,3%	-60,1%	-76,5%	1,66	0,60	-
GASCOGNE	4,05	-1,2%	-9,4%	7,7%	4,48	3,91	-
GPE BERKEM	4,24	-1,4%	-12,4%	-52,0%	7,12	3,90	-
GPE PAROT (AUTO)	2,06	7,9%	-3,7%	18,1%	2,21	1,74	-
HYDROGENE DE FRANCE	16,54	-7,6%	-20,9%	-37,3%	22,70	13,50	-
HUNYVERS	14,75	3,9%	24,5%	23,9%	15,85	11,90	-
I.CERAM	5,40	-16,3%	-47,1%	-59,7%	13,95	5,10	-
I2S	5,70	-4,2%	-6,6%	-6,6%	6,45	5,60	2,5%
IMMERSION	2,56	1,6%	0,0%	-47,8%	4,60	2,32	-
IMPLANET	0,15	-7,4%	-10,3%	-24,9%	0,26	0,15	-
KLARSEN DATA	3,76	13,9%	144,2%	76,5%	3,85	1,47	-
LECTRA	28,55	8,6%	-18,9%	-14,3%	40,70	25,70	1,7%
LEGRAND	89,46	-1,1%	19,6%	17,0%	93,00	75,22	2,1%
MON COURTIER ENERGIE	9,66	0,4%	-	-	9,70	9,65	-
MULTIMICROCLOUD	0,19	0,0%	-52,5%	-55,8%	0,44	0,19	-
O SORBET D'AMOUR	2,44	0,0%	101,7%	10,9%	2,46	1,20	-
OENEO	13,65	-2,2%	-2,5%	-17,0%	15,50	12,85	2,6%
POUJOULAT	26,20	3,6%	-5,8%	5,9%	32,60	22,80	0,9%
SERMA TECH.	430,00	0,0%	0,0%	31,9%	430,00	428,00	-
UV GERMI	5,20	-14,5%	57,6%	8,3%	6,20	3,40	-
VALBIOTIS	4,50	8,7%	25,0%	-25,5%	5,26	3,00	-



**GESTION PRIVÉE, GRANDS MANDATS
ET GESTION DE FONDS**

18 allées d'Orléans, 33000 Bordeaux – Tel : 05 56 81 17 22

www.alienorcapital.com

Sources : Euronext, Banque de France, CPoR

« Les renseignements inclus au présent avis ne constituent en aucune sorte une offre, sollicitation ou recommandation d'achat ou de vente, de placement ou d'engagement dans toute autre transaction. Aucune information contenue ou à laquelle il est fait référence dans cet avis ne peut être considérée comme créatrice de droits ou d'obligations. »



Laurent

**ME METTRE À
LA BATTERIE
FAIRE UN
TOUR D'EUROPE
À VÉLO
DEMANDER ÉLISA
EN MARIAGE**

Soigné pour un cancer des poumons

**Il n'y a pas
de petits rêves,
il n'y a pas
de petits dons**

**C'est le cancer qui doit renoncer,
pas les malades.**

Votre entreprise est prête à s'engager ?

Quelle que soit sa taille et ses capacités
financières, votre entreprise peut
contribuer à la lutte contre le cancer

Plus d'informations sur

www.fondationbergonie.fr



**FONDATION
Bergonié**
Fondation d'Entreprises